

N.133, JUIN 85
5ff. 30fb. 2fs. 70 cts can.

FRANCE

-Accentuation de l'austérité de gauche.....	p.2
-La CGT organise la démobilitisation.....	p.3
-Marche des chômeurs du 30 mai.....	p.3
LUTTE DE CLASSE INTERNATIONALE	
-Danemark : comment étendre la lutte.....	p.4
-Jan Appel n'est plus.....	p.4
-Brésil : grèves contre la démocratie.....	p.5
-Luttes dans le monde.....	p.5
-Guerre ou révolution.....	p.6
-Les trotskystes sabotent les luttes.....	p.7
-Le rejet de la politique affaiblit le combat des ouvriers.....	p.8

REVOLUTION INTERNATIONALE

Organe en France du Courant Communiste International

CONTRE TOUTES LES MANOEUVRES DE DIVISION,
OUVRIERS ACTIFS, OUVRIERS AU CHOMAGE,

UNISSEZ VOS FORCES POUR LA LUTTE

■ Aujourd'hui en France, les syndicats, la CGT en tête, appuyés par le PC organisent des journées d'action successives: pour les usines Renault le 10 mai, le 23 mai pour la sidérurgie, le 29 mai pour la Fonction Publique et le 30 mai pour les chômeurs. Organisées par ceux-là même qui, non contents d'avoir saboté les luttes ouvrières dans le passé, se sont faits pendant plus de trois ans les agents et les soutiens de la politique anti-ouvrière menée par la gauche, ces initiatives ne suscitent que scepticisme, méfiance, hostilité même. Et à juste titre ! Car le but de ces journées d'action n'est pas de favoriser la mobilisation des ouvriers, leur unité, leur combativité, leur action contre les attaques qu'ils subissent et continuent de subir. Mais, c'est exactement le contraire! C'est d'empêcher le mécontentement, la défiance, l'hostilité profonde et massive qui existe de façon généralisée dans la classe ouvrière de s'exprimer ouvertement dans une lutte collective. C'est de maintenir chaque ouvrier mécontent, combatif, défiant, hostile vis à vis de la gauche et des syndicats, seul, isolé dans son coin. Situation dont la bourgeoisie et ses syndicats peuvent s'accommoder et veulent se servir pour transformer l'expectative en passivité, le mécontentement en découragement. Car aujourd'hui, ce dont toute la bourgeoisie et ses syndicats ont peur, c'est que chaque ouvrier, chaque fraction de la classe ouvrière puisse prendre conscience que cette combativité, ce mécontentement, cette défiance sont massivement partagés. C'est qu'une véritable réunion, action d'ouvriers puisse se tenir, se développer. Dans la mesure où immédiatement, elle servirait à toute la classe ouvrière pour sortir de l'isolement, de l'expectative, se mobiliser, lutter massivement.

C'est pour cela que, tout en faisant semblant d'appeler à la mobilisation et à l'action la plus massive des ouvriers, ils prennent le soin d'organiser leurs journées d'action, successivement, secteur par secteur, alors que l'attaque et le mécontentement sont généraux.

C'est pour cela que dans le cadre de ces journées d'action, ils travaillent à maintenir et développer la plus grande division possible en mettant en avant des slogans spécifiques à chaque région, à chaque usine.

C'est pour cela qu'ils s'assurent de limiter au maximum la mobilisation des ouvriers dans ces journées, de sélectionner ceux qui y participent, en exploitant au mieux de leurs intérêts la défiance, l'hostilité existant à leur égard dans l'ensemble de la classe ouvrière.

C'est pour cela qu'à l'issue de l'échec de chaque journée, ils utilisent le fait que peu d'ouvriers y ont participé pour chercher à convaincre chacun d'eux que la classe ouvrière n'est pas combative, que seuls les syndicats et la CGT sont à même de lutter, que ce n'est qu'avec eux et derrière eux que les ouvriers peuvent le faire.

Dans cette situation, les ouvriers ne doivent pas laisser les mains libres à la bourgeoisie et à ses syndicats pour poursuivre ses manœuvres de démobilitisation et d'isolement.

Les ouvriers ne doivent pas rester dans l'expectative, se contenter d'exprimer isolément leur mécontentement, leur défiance, leur hostilité vis à vis de la gauche et des syndicats. Bien au contraire, ils doivent se saisir de toute occasion qui se présente : grèves, journées d'action, manifestations, pour pouvoir se réunir, discuter, agir et exprimer ensemble leur mécontentement, leur volonté de lutte.

Par rapport aux journées d'action "appelées" par les syndicats, au nom de la défense des intérêts ouvriers, ils doivent y participer massivement, pour pouvoir les transformer en véritables moments d'union des ouvriers dans la lutte, par-delà toutes les divisions. Ils doivent chercher à se rendre le plus groupés possible aux assemblées, meetings, manifestations auxquels ces "journées d'action" donnent lieu.

Aujourd'hui, plus que jamais, face à la division, à la démobilitisation voulue et planifiée par la bourgeoisie et ses syndicats, la classe ouvrière n'a d'autre choix que de se rassembler, s'unir massivement pour pouvoir riposter efficacement à l'attaque de l'Etat et du patronat.

Nous publions ci-après le tract que nous avons diffusé à ce sujet.



■ Plus de trois millions de chômeurs, plus d'un million d'entre eux déjà privés de toute allocation, c'est à dire acculés à la misère la plus complète, à la charge directe de leurs familles. Plusieurs dizaines de milliers d'ouvriers, dans le bâtiment, l'automobile, etc, déjà au chômage technique, ce qui veut dire perte de salaire, baisse du niveau de vie. Plus de 100 000 jeunes ouvriers dans les TUC avec moins de 1500 F par mois, et dans l'attente d'être jetés à la rue, au chômage, dans la misère totale. Dégradation de nos conditions de vie, perte d'au moins 10% de notre salaire réel depuis l'arrivée de la gauche au pouvoir, chômage massif dans tous les secteurs, dans toutes les régions...

TEL EST LE LOT QUOTIDIEN, LA SITUATION QUE VIT LA CLASSE OUVRIERE. ET CE N'EST PAS FINI !

Acculée par la crise de son économie, la bourgeoisie avec son gouvernement organise dès maintenant une attaque bien plus forte encore de nos conditions d'existence. Des dizaines de milliers de licenciements sont planifiés dans le bâtiment, la sidérurgie, la chimie, l'automobile, de suppressions d'emplois dans le secteur public (SNCF, PTT, enseignement, santé, etc.), où les licenciements sont déguisés en départs à la retraite anticipée, en non renouvellement des contrats des intérimaires.

Le gouvernement de gauche en France inflige la même politique d'austérité, de misère, de chômage à toute la classe ouvrière, que les gouvernements de tous les pays

industrialisés, qu'ils soient de droite ou de gauche. C'est toute la classe ouvrière qui sera ainsi attaquée, de plus en plus brutalement. Baisse de salaire, misère croissante, chômage massif pour tous les ouvriers, voilà ce que prépare consciemment toute la bourgeoisie. Mais, face au mécontentement grandissant, face à la montée de la combativité ouvrière, face à la menace d'une riposte généralisée de la classe ouvrière, le gouvernement, en étalant l'attaque dans le temps, secteur par secteur, corporation par corporation, entreprise par entreprise, en opposant les ouvriers immigrés aux ouvriers du pays, fait tout pour la diviser.

Et il va choisir la période de vacances pour porter son attaque contre les secteurs les plus importants, concentrés de la classe ouvrière. Souvenons-nous de Citroën l'été dernier : c'est en rentrant de vacances que les ouvriers avaient trouvé les lettres de licenciements et les "cages à rats" !

LES MANOEUVRES DES SYNDICATS :

La bourgeoisie, son gouvernement de gauche, se donnent tous les moyens pour faire passer cette attaque de nos conditions de vie, pour nous imposer ces licenciements massifs. Et en tête de ces moyens, elle utilise ses partis de gauche dans l'opposition, ses syndicats, PC et CGT au premier rang. C'est pour cela que le PC est retourné opportunément dans l'opposition, après avoir pendant trois ans partagé la responsabilité de toutes les mesures anti-ouvrières du gouvernement Mauroy.

ET POUR MIEUX DIVISER LA CLASSE OUVRIERE, POUR MIEUX L'IMMOBILISER, LES DIFFERENTS SYNDICATS SE PARTAGENT LE TRAVAIL, TENANT DES DISCOURS DIFFERENTS :

- FO fait mine de réclamer au gouvernement moins de licenciements et moins d'austérité : elle ne fait en réalité que l'avertir et l'informer des risques de riposte de la classe ouvrière;

- la CFDT, sous prétexte de réduire le chômage, au nom d'une prétendue "solidarité ouvrière", préconise le "partage du travail", ce qui signifie le partage de la misère, encore plus de sacrifices;

- la CGT, enfin, installée dans "l'opposition", occupe le terrain avec un langage radical afin de mieux encadrer et dévoyer la colère grandissante des ouvriers : voilà le but qu'elle poursuit avec ses journées d'action successives, celle des mineurs hier, demain celle de la sidérurgie et de la fonction publique, tout récemment, celle de Renault.

LA MANOEUVRE DE LA JOURNEE D'ACTION RENAULT

La journée d'action du 10 mai à Renault est un exemple parfait de ces manœuvres syndicales de division de la classe ouvrière :

- FO et la CFDT s'abstiennent délibérément d'appeler à cette journée d'action;

- la CGT, pour sa part, ne se contente pas de sa po- >2

POURQUOI UN MANIFESTE CONTRE LE CHOMAGE

Aujourd'hui en France, comme dans tous les autres pays d'Europe et du monde, la classe ouvrière se retrouve de plus en plus confrontée à une question : celle du chômage. Que ce soit sous la forme de licenciements massifs, de la condition de chômeurs, de la baisse des salaires, de l'augmentation des cadences. Que ce soit parce que la bourgeoisie s'en sert encore pour dissuader de larges secteurs de la classe ouvrière de lutter, de revendiquer. Que ce soit, et c'est là ce qui est le plus

déterminant, parce que le chômage pousse de plus en plus d'ouvriers à entrer en lutte, à chercher à s'unir, à s'auto-organiser. A se poser le problème de comment et de pour quoi lutter. En publiant un Manifeste aujourd'hui en tant que section territoriale du CCI, nous cherchons à contribuer à ce que toute la classe ouvrière, ouvriers au travail, ouvriers chômeurs confondus, puisse trouver les réponses à ces questions, puisse s'orienter dans son combat contre le capital.

VOIR SUPPLEMENT A L'INTERIEUR

GAUCHE AU GOUVERNEMENT

LES ATTAQUES ANTI-OUVRIERES S'INTENSIFIENT

■ D'ores et déjà, la gauche, PC-PS confondus, aura dirigé la plus puissante offensive anti-ouvrière en France depuis la fin de la seconde guerre mondiale. 4 ans de gouvernement de gauche = 4 ans d'austérité grandissante.

Ce qu'a fait le gouvernement hier

Avec la participation active du PC au gouvernement, c'étaient les coups de massue des deux "plans Delors", des "mesures que la droite n'aurait jamais osé prendre", selon maints commentateurs :

- juin 82 : réduction directe des revenus avec le blocage brutal des salaires (et des prix) pendant six mois;
- mars 83 : le conseil des ministres adoptent une série de mesures fiscales et budgétaires :
 - .hausse de tous les tarifs publics de 8%
 - .institution d'un forfait hospitalier de 20F par jour à la charge de chaque malade
 - .prélèvement fiscal de 1% supplémentaire sur les revenus de 1982 pour "combler le déficit" de la Sécurité Sociale (mesure "exceptionnelle" reconduite "exceptionnellement" en 1984)
 - .emprunt obligatoire de 10% calculé sur les revenus imposables de 1981, au nom de la "solidarité nationale" avec les chômeurs
 - .avancement de l'échéance du tiers provisionnel
 - .nouvelle taxation des tabacs et des alcools ...

Ces mesures ont abouti à une ponction de 65 milliards de francs sur la "consommation populaire". Officiellement les revenus moyens des ménages ont baissé de 0,5%; en 18 mois, le pouvoir d'achat des ouvriers a baissé de 10%.

Cependant, au lieu des 500 000 emplois supplémentaires promis par la gauche, ce sont 200 000 chômeurs de plus en un an.

C'est aussi la période où le gouvernement Mauroy -avec l'appui du PC- reprenait et amplifiait l'application des "grands plans" de licenciements de la bourgeoisie, commencés avant 81, sous la houlette de Barre. Il jetait ainsi sur le pavé 300 000 ouvriers dans des secteurs tels que la sidérurgie, le textile, le bâtiment, au nom de la "restructuration", de la "modernisation", de "l'adaptation aux technologies nouvelles". Il s'attaquait encore à d'autres secteurs clés : les mines, les chantiers navals, l'automobile ; licenciements à Talbot (fin 83), puis à Citroën (été 84), concentrant ses attaques à ce niveau sur les ouvriers immigrés pour les isoler du reste de leur classe après avoir préparé le terrain : lancement d'une campagne soi-disant "anti-raciste", pratique de toutes sortes de manoeuvres (pour "le retour au pays") et d'intimidation (chasse aux travailleurs immigrés clandestins, expulsions...) à leur égard.

Après avoir frappé région par région (Lorraine, Nord-Pas-de-Calais, Rhône-Alpes et Bassin Méditerranéen, région lyonnaise), ces attaques ont touché progressivement de plus en plus vers le coeur de la région parisienne, jusque là relativement épargnée.

C'était également les premières offensives contre le secteur public : sous l'alibi des "garanties de ressources", le gouvernement éliminait 350 000 employés en leur imposant un régime de pré-retraite.

Mais aussi, la gauche s'attaquait massivement aux chômeurs eux-mêmes : premier temps, en novembre 82, c'est la réduction drastique de la durée des allocations chômage; deuxième temps, en janvier 84, c'est la coupe franche dans les taux d'indemnisation.

Ce qu'il fait aujourd'hui

L'attaque contre la classe ouvrière est devenue générale. Elle s'est élargie, s'est approfondie, traversant désormais tout le tissu social.

Premiers résultats des mesures prises à l'encontre des chômeurs : plus d'un million d'entre eux se retrouvent actuellement privés de toute allocation, ont plongé dans la misère absolue. En 4 ans, le nombre de chômeurs aura triplé : plus de 3 millions.

Plus aucun secteur, ni aucune région n'est épargné par les licenciements : le rouleau compresseur de la crise qui broyait il y a dix ans les petites et moyennes exploitations à travers une concurrence exacerbée lamine aussi maintenant les entreprises pilotes de l'économie nationale. Alors que, dans les années 70, il n'était question que d'éliminer "les canards boiteux de l'industrie", l'Etat en est venu aux coupes sombres dans tous les secteurs de pointe (électronique, téléphone, informatique...): le mirage d'une "révolution technologique" créatrice d'emplois n'aura duré que quelques mois, à peine le temps de l'investissement et des premières prestations télévisées du technocrate Fabius dans ses nouvelles fonctions.

Le chômage qui touchait d'abord les régions les plus déshéritées est devenue un fléau dans toutes les grandes concentrations industrielles. C'est à son tour, dans la région parisienne, au coeur de la concentration ouvrière, que le chômage s'intensifie, s'accélère à un rythme de près de 11% par an (chiffres de fin 84) : l'Île-de-France compte plus de 400 000 chômeurs dont la moitié est privé de toute indemnisation. C'est le secteur automobile (nous y reviendrons plus loin), image de marque de l'économie nationale, où se prépare des licenciements massifs.

Les faillites, les fermetures d'entreprises -de Manufrance à Creusot-Loire- se sont multipliées. Quotidiennement tombe l'annonce de centaines ou de milliers de nouveaux licenciements. Pour ne citer que quelques exemples de l'ampleur de l'attaque qui est masquée par le fait que la bourgeoisie fait tout pour éviter de mener son offensive de manière frontale et massive : fin février, 360 licenciements à la centrale laitière Nova

dans la région rouennaise; le 14 mars, 614 dans toute la chaîne de grands magasins "Nouvelles Galeries"; le 3 avril, 676 dans le groupe Isoroy (industrie du bois), répartis sur plusieurs usines (Vitry-le-François, Châtellerault, Epernay, Auxerre, St-Pierre-sur-Dives); le 12 avril, 660 suppressions d'emplois -dont 560 licenciements chez Alsthom-Atlantique, disséminés en Bretagne, à Vertou, à St-Quentin; le même jour, les pouvoirs publics avalisent le licenciement de 150 salariés de CIT-Alcatel à Guingamp et de 150 autres chez Thomson à Lannion (industrie téléphonique); le 14, Harvester-France (machines agricoles) décident de fermer l'usine d'Angers (200 personnes), et de supprimer 300 emplois à Croix; le 16 avril, 139 licenciés chez Tisseau (confection) à Chôlet; le 22, 2800 licenciements dans le groupe Valéo : 1800 à Issoire (Ducellier) et 1000 à Lyon (Paris-Rhône) (équipement automobile); au même moment, 200 postes de travail sont supprimés aux Coopérateurs de Lorraine (magasins en coopératives); le 7 mai, 336 emplois en moins chez Lesieur (agro-alimentaire) dont 150 à l'huile de Martigues. La liste pourrait indéfiniment s'allonger : licenciements dans les mines de charbon de Carmaux (587), à la Solmer (2000) dans la région marseillaise ou Ugine-Fos (250), aux AFO de St-Nazaire -réparation navale- (250)... Partout, des licenciements sélectifs poussés en avant par l'Etat : c'est cela "la poursuite de la politique de rigueur nécessaire" (Fabius), la "continuité dans l'effort entrepris" (Mitterrand). C'est aussi le secteur public qui est frappé de plein fouet comme le secteur privé à travers différents plans budgétaires qui suppriment chaque année des milliers d'emplois à la SNCF, à la RATP, aux PTT. Des dizaines de milliers d'autres emplois sont éliminés dans la fonction publique (Impôts, Education nationale...).

C'est le travail temporaire sous toutes ses formes (intérim, contrats à durée limitée, travail saisonnier...) qui s'est banalisé, représentant actuellement 38% des "offres d'embauche", de même que le travail à mi-temps ou à temps partiel est encouragé.

Ce sont les mesures de chômage partiel dont la pratique s'est généralisée dans les entreprises.

C'est le régime des pré-retraites qui a touché des centaines de milliers d'ouvriers.

C'est plus de 100 000 jeunes ouvriers, inintégrables sur le marché du travail qui ont le "privilège" d'empocher 1200F mensuels pendant 3 mois de l'année (contrat non renouvelable) avec les TUC, avant d'être rejetés inexorablement dans la misère totale.

Mais en plus, la bourgeoisie -et son gouvernement en premier lieu- utilise délibérément ces pratiques pour chercher à masquer les chiffres réels du chômage : TUC pré-retraites, etc...sont éliminés des statistiques du chômage.

C'est l'érosion continue et croissante des salaires et du pouvoir d'achat pour l'ensemble de la classe ouvrière. L'Etat donne l'exemple : le pouvoir d'achat moyen des fonctionnaires a chuté de 10% depuis un an. Dans la

métallurgie, présentée comme modèle des conventions collectives des lois Auroux, plus de la moitié des ouvriers "gagne" moins de 5000F par mois.

C'est le budget 85 qui a mis en place une réduction massive des budgets sociaux (hôpitaux, crèches...). On a assisté à la hausse continue des prix des produits de consommation courante, des tarifs des services publics (EDF, GDF, téléphone, RATP, SNCF...) et des barèmes des loyers. En même temps, "le système de protection sociale réduit ses prestations au moment même où les salaires subissent une attaque sans précédent" ("Le Monde" du 27 avril).

Voilà ce que fait chaque jour la gauche "pour les ouvriers", de concert avec l'ensemble de la bourgeoisie française -du patronat aux syndicats.

Ce qu'il prépare

Mais cela n'est encore que peu de chose à côté des mesures bien PIREES qui se préparent.

Aujourd'hui, la situation de la bourgeoisie française s'avère de plus en plus catastrophique. En 4 ans, le capital français a perdu l'équivalent de 1% du marché mondial; la production industrielle a reculé en volume de 1,8% sur les douze derniers mois; le taux d'inflation demeure supérieur à la moyenne de la Communauté Européenne. L'Etat a poursuivi une politique systématique d'endettement (541 milliards, soit un chiffre multiplié par 4 en 4 ans), alors même que l'INSEE prévoit un déficit de la balance commerciale d'au moins 25 milliards pour 85. Elle se retrouve face à des échéances d'autant plus incontournables que non seulement, elle n'a plus les moyens de maintenir le retard accumulé vis-à-vis de ses concurrents européens qui, depuis 4 ans, ont pratiqué des coupes franches sur le dos de la classe ouvrière, mais qu'elle est pressée, acculée par la perspective d'une récession mondiale qui s'amorce déjà aux USA (voir Revue Internationale n°41 : "Dollar, le roi est nu") doit les répercussions sur l'Europe s'annoncent bien plus terribles que toutes les mesures prises jusqu'à présent. Déjà, la bourgeoisie se prépare dans le présent à une attaque bien plus forte, bien plus large, dirigée contre les secteurs centraux de la classe ouvrière : plus que sur tout autre secteur, elle concentre cet effort sur Renault, tout à fait représentatif du rapport de forces qui s'est engagé à un niveau supérieur. Depuis des mois elle déploie tous les moyens pour "négocier" cette opération délicate et cruciale pour son économie, alors qu'elle sait que cela signifie l'effondrement de la vitrine du capitalisme d'Etat français, mais aussi qu'elle va se confronter à un pôle de référence essentiel pour la lutte ouvrière depuis des décennies (1947, 1968, 1974).

Cette attaque a déjà commencé : 2560 licenciements prévus d'ici 2 mois dans la filiale RVI; cascade de mises en chômage technique, indemnisées à 70% du salaire, étalées dans toutes les usines Renault (Billancourt, Cléon Choisy-le-Roi, Flins, Sandouville, Douai, Maubeuge, Véronisseux) pour bien marquer l'urgence, le sérieux d'une situation sur laquelle on a mobilisé tous les médias.

A terme, c'est autour de 25 000 licenciements qui sont en jeu alors que tout est fait pour que l'essentiel des mesures soient prises au moment de démobilisation maximum : les vacances (consigne passée pour que toutes les usines -et non seulement Billancourt- soient fermées au mois d'août).

(suite p.5)

UNISSEZ VOS FORCES POUR LA LUTTE

(suite de la p.1)

litique habituelle de division par corporation, elle perfectionne encore sa méthode en séparant les ouvriers de l'automobile des autres ouvriers de la métallurgie, en isolant les ouvriers de l'automobile entre Talbot, Citroën et aujourd'hui Renault et, dans la manifestation elle-même, en les isolant usine par usine, chacun avec ses slogans.

Tous les moyens sont bons à la CGT pour mener à bien cette politique délibérée de division :

- elle a caché jusqu'au dernier moment l'heure, le lieu et le parcours de la manifestation, alors que depuis 15 jours la préfecture de police était nécessairement au courant;

- elle s'est arrangée pour faire une sélection parmi les ouvriers afin d'empêcher les plus combattifs de participer activement à cette manifestation.

GRACE A CES MANOEUVRES DE DIVISION CONSCIENTE ET ORGANISEE, LA CGT A ATTEINT SON BUT : FAIRE DE CETTE JOURNEE D'ACTION UNE JOURNEE D'ISOLEMENT ET DE DEMOBILISATION DES OUVRIERS.

Mais, il serait faux de ne voir dans la faible participation à cette manifestation que la réussite des manoeuvres syndicales. Elle est aussi le résultat de la méfiance croissante des ouvriers envers tout ce que font les syndicats. Mais cette méfiance parfaitement compréhensible n'est encore qu'une réponse passive : il faut absolument qu'elle se transforme en une réponse active et positive. A LA VOLONTE ET A LA PRATIQUE CONSCIENTE DES SYNDICATS POUR DIVISER ET DISPERSER AU MAXIMUM LES OUVRIERS, LA CLASSE OUVRIERE DOIT OPPOSER UN EFFORT SOUTENU ET CONSTANT D'UNIFICATION DE SES FORCES.

OUVRIERS ACTIFS, OUVRIERS AU CHOMAGE, CAMARADES !

Ce que la classe ouvrière n'a pas réussi lors de la journée d'action du 10 mai, elle doit tenter de le réaliser lors des journées d'action prévues dans la fonction

publique, dans la sidérurgie et lors de la marche des chômeurs sur Paris. Les ouvriers doivent mettre à profit toute occasion, tout rassemblement, toute manifestation prétendant participer à la défense de leurs intérêts économiques pour se réunir, se regrouper, afin de les transformer en véritables moments d'union et d'action ouvrière. Car toute manifestation ouvrière, toute lutte qui surgit, concerne immédiatement toute la classe ouvrière et offre une possibilité à l'élargissement de la lutte de classe.

Les ouvriers doivent s'y rassembler le plus massivement possible, se réunir en assemblées ouvertes à tous les ouvriers actifs ou au chômage, indépendamment de leur entreprise, de leur corporation. Il faut y discuter le plus largement, le plus librement des moyens pour développer la lutte, des moyens de son extension et de sa prise en main par l'ensemble des ouvriers. C'est la condition du succès pour la classe ouvrière; c'est une condition de sa prise de conscience.

Les révolutionnaires luttent pour cette prise de conscience. Ils sont une partie intégrante de la classe ouvrière. Ils en sont la fraction la plus résolue et la plus décidée en son sein. C'est pourquoi les ouvriers doivent empêcher que les syndicats, les gauchistes s'opposent à leur intervention, à leurs prises de parole, à la diffusion de leur presse, etc...Car toute entrave à la défense des idées révolutionnaires est une manoeuvre supplémentaire et sordide de division de la classe ouvrière.

CONTRE L'ATTAQUE CROISSANTE DES CONDITIONS DE VIE DE LA CLASSE OUVRIERE
CONTRE LA POURSUITE DES LICENCIEMENTS
CONTRE TOUTES LES MANOEUVRES SYNDICALES DE DIVISION DE LA CLASSE OUVRIERE

POUR LE REGROUPEMENT MASSIF DES OUVRIERS
POUR LE DEVELOPEMENT DE LA LUTTE DE CLASSE
POUR LA VICTOIRE DU PROLETARIAT !

CCI, le 11 mai 1985.

(Tract diffusé par la section du CCI en France aux lendemains de la journée d'action du 10 mai)

LE 10 MAI: LA CGT ET LE PC ORGANISENT LA DEMOBILISATION

■ A Billancourt, à Cléon, à Douai, à Flins, à Sandouville, les ouvriers de Renault sont appelés à se rendre à la marche du 10 mai pour dire "Non à la casse" :

- "Agir sans attendre !" dit la CGT avant que les ouvriers ne le fassent, sans attendre les consignes syndicales et en dehors de leur contrôle !

- "Unité et combativité !" dit le PC qui sait que mûrit dans les rangs ouvriers la conscience que les luttes isolées sont défaits !

- "Ensembles, agissons !" crient-ils enfin, en se donnant tous les moyens pour empêcher que ce soit ENSEMBLE que les ouvriers se réunissent dans cette marche.

Et pour ce 10 mai, le PC et la CGT appellent "les Renault" à défilier comme hier, ils appelaient "les Manufrance", "les Lorrains", "les Citroën", "les Creusot-Loire", comme actuellement ils appellent "les Ducellier", "les Michelins".

On pourrait croire qu'ils sont pour la mobilisation des ouvriers. On pourrait croire qu'ils appellent à l'action des ouvriers. On pourrait croire qu'ils sont pour la solidarité entre les ouvriers.

Et bien, c'est au contraire de tout cela qu'ils travaillent.

Quand la bourgeoisie est assise sur un tonneau de poudre (voir article de première page), elle fait tout pour empêcher l'explosion, et que cette explosion se propage. Que tous les ouvriers regardent comment PC et CGT s'y prennent actuellement pour démobiliser, épuiser, décourager les ouvriers de Ducellier. Qu'ils portent les yeux sur cette marche du 10 mai "des Renault". Et ils comprendront la stratégie de l'ennemi.

Le non-appel à la marche du 10 mai

1) ISOLER RENAULT DES AUTRES OUVRIERS

Pour être le plus sûr possible qu'aucun autre secteur, qu'aucune autre usine ne rejoignent les ouvriers de Renault dans la marche, qu'ils discutent ensemble de leurs problèmes communs, CGT et PC n'ont appelé strictement que dans les usines Renault. De même d'ailleurs qu'ils l'ont fait à Ducellier à Clermont-Ferrand, parce que tout près de Ducellier, il y a l'usine de Michelin, RVI et Creusot-Loire. Il fallait tout faire pour que cette marche reste isolée à Renault, et qu'aucune possibilité d'extension n'ait lieu.

2) DANS RENAULT, MOTS D'ORDRE DEMOBILISATEURS

Quant aux "appels" effectués par le PC et la CGT dans les usines Renault : pour 1 fois le mot "lutte", on trouvait 50 fois les mots qui sont contraires à la lutte des ouvriers. Le battage porte sur les thèmes les plus éculés des années d'après-guerre : "Pour notre avenir, celui de la Régie, et du pays"; ou "de plus en plus nombreux sont et seront ceux qui avec la tripe française vont s'engager dans le combat pour leur pays, la France" (tract Renault-Billancourt du 20/3/85). Ou encore, "Renault, (...), c'est l'image de la France travailleuse" (Sainjon, "L'Humanité" du 11 mai). Tous ces discours servis après la guerre, les ouvriers n'en n'ont rien à faire; eux ce qu'ils veulent, c'est ne pas crever, ni au nom de la Régie, ni au nom de la patrie. Ils ne risquaient pas de se reconnaître dans de tels appels à la "mobilisation" ! Autre thème de discours : "la CGT affirme que la relance est possible, et vite. La fatalité de la crise a bon dos pour faire passer l'austérité, la casse, les licenciements" (tract CGT, RNUR Cléon, avril 85).

Là, il ne s'agit plus de lutter contre les licenciements, il s'agit de "sauver la Régie" et même... de créer de nouveaux emplois !

Les ouvriers savent que le PC et la CGT disent alors n'importe quoi! Pourquoi la CGT ne le disait-elle pas quand le PC était au gouvernement? Pourquoi les ouvriers de Talbot et de Citroën, les sidérurgistes en Lorraine ont-ils été licenciés quand le PC était au gouvernement? Les ouvriers savent que les licenciements vont tomber à Renault, comme ils sont déjà tombés ailleurs. Là non plus, ils ne risquaient pas de mobiliser sur de telles perspectives.

Quant au PC et à la CGT, ils connaissent le dégoût de plus en plus profond que la gauche provoque dans les rangs ouvriers. Après avoir, pendant deux mois durant, balancé tracts pour "sauver Renault" sur tracts pour "sauver le pays", PC et CGT pouvaient appeler plus directement à la marche.

3) POUR ALLER A LA MARCHÉ, IL FAUT PORTER LE BADGE CGT

La CGT ne pouvait se permettre que les ouvriers se rendent à la marche en dehors d'elle. En conséquence, elle organise les transports, les horaires, elle essaie au maximum de se donner les moyens de la contrôler d'un bout à l'autre. A défaut de ne pouvoir empêcher les ouvriers de se défier d'elle, elle utilise leur méfiance. Pour entrer dans le bus, c'est simple : il suffit d'acheter... un badge CGT, comme ils l'ont fait à Sandouville ! Il faudra porter le petit chapeau de papier CGT ! Il faudra être derrière la CGT, et ça, la majorité des ouvriers ne le veut pas. Quant à ceux qui acceptent de porter badge et petit chapeau, la CGT pense qu'elle peut les contrôler plus facilement.

4) PAS DE LIEU DE RENDEZ-VOUS POUR LA MARCHÉ

Enfin, pour être le plus sûr possible que les ouvriers ne viendront pas en dehors d'elle à cette marche, le lieu, l'heure, et le parcours de la manifestation ne seront donnés que le matin même. Ainsi, si les ouvriers de Renault, ou les ouvriers des autres secteurs avaient quelques velléités de rejoindre la marche en dehors du contrôle syndical, ils n'avaient plus qu'à prendre l'avion pour être à l'heure !

Nous voyons donc que c'est bien avant le jour de la marche que PC et CGT ont tenté par tous les moyens de laminer toute tentative ouvrière, ils ont tout fait

pour empêcher les ouvriers de se battre, ils ont tout fait pour les empêcher de se réunir.

ILS ONT TOUT FAIT POUR DEMOBILISER.

Le cordon sanitaire autour de la marche

Mais le travail préalable pouvait être encore insuffisant. Aussi, c'est de bout en bout que l'organisation de la marche est prise en main par la CGT, car la peur demeure que malgré toutes les précautions prises, la moindre étincelle de vie ouvrière ne s'exprime durant la marche.

- Alors plus de la moitié de la manifestation se compose d'élus locaux du PC, des troupes sûres du PC et de la CGT, et de très nombreux membres de leur service d'ordre.

- Alors la manifestation est largement expurgée des éléments des usines les plus combattives : les cortèges de Flins, Billancourt, Sandouville sont maigres, très maigres : derrière la banderole de Flins, il y a 50-60 ouvriers alors que l'usine emploie 16 000 personnes ! Ce sont les petites succursales, les entreprises de sous-traitance de province, que la CGT a surtout amenés à la marche.

Chaque cortège est séparé du suivant par 20 mètres. Chaque cortège est encadré par des membres du service d'ordre.

Entre chaque cortège d'usines plus combattives, on place des cortèges de petites entreprises isolées.

Et chaque usine va défilier avec chacun son petit chapeau différent, avec chacun son petit mot d'ordre différent : "RVI veut sauver ses tracteurs", "Douai veut sauver la X53 !", "Le-Mans, sa super 5!", et l'autre, son vélo !, etc... Les seuls mots d'ordre communs seront sur des thèmes gestionnaires : "pas de casse à Renault !", "Sauve Renault !". Pas de critique au gouvernement-pas d'appel à la lutte-pas d'appel à l'unité.

Et si des ouvriers autres que ceux qui défilaient derrière la CGT étaient venus, des membres volants du service d'ordre parcourraient la manifestation, le long des trottoirs, écoutant les discussions, suivant les personnes présentes qui risquaient de remettre en cause cette belle unité qui n'est que celle d'une manifestation vidée de toute vie ouvrière. Les militants du CCI intervenant dans cette marche en ont fait l'expérience...

Et ils ont eu peur jusqu'au dernier moment du plus petit débordement, malgré toutes les précautions prises : les ouvriers ont été conviés à remonter rapidement dans

MARCHE DES CHOMEURS

TRANSFORMONS LA MARCHÉ DU 30 MAI EN JOURNÉE DE LUTTE DE TOUTE LA CLASSE OUVRIÈRE

■ Le 30 mai a lieu, à Paris, une manifestation nationale de chômeurs, à l'appel du syndicat des chômeurs patronné par M. Pagat. Ce syndicat et ses supporters font de cette manifestation l'aboutissement de "toute une mobilisation des chômeurs pour faire valoir leurs droits".

De quelle mobilisation parlent-ils?

Une "quinzaine d'action" avec :
- occupation pacifique d'ANPE et d'ASSEDIC, mais à moins de 30 par agence, "pour ne pas dénaturer l'action" (dixit Pagat à la réunion du 6 mai, préparatoire à la manifestation). De quelle action s'agit-il? Appeler les autres chômeurs à entrer en lutte? Alors, plus vous serez nombreux impliqués dans cette démarche, et mieux ce sera! Mais ce n'est pas de cela qu'il s'agit! N'en doutons pas. Il s'agit de faire semblant, pour épuiser la combativité dans une quête stérile de solidarité parce qu'elle ne s'en donne pas les moyens,

- envoi de délégations aux parlementaires et aux élus locaux. Voilà comment le syndicat envisage la lutte! Les délégations aux parlementaires ont fait leurs preuves depuis longtemps. Elles ne peuvent déboucher que sur l'épuisement et la démoralisation. Et il ne peut en être autrement, parce qu'elles s'adressent en fait à ceux qui organisent sciemment la misère.

Toutes ces actions de préparation à la manifestation vont à l'encontre du développement d'une réelle solidarité. Il en va de même de la manifestation, dont l'organisation concrète est destinée à dresser des barrières entre les chômeurs eux-mêmes, entre les travailleurs au chômage et les travailleurs actifs par :

- le recours à un service d'ordre "musclé" qui, sous couvert d'éviter les "provocations", ne fera en fait que participer directement au cloisonnement, au parage des chômeurs venus des différentes régions. C'est également à cette fin que la consigne d'un cortège le plus étiré possible, a été donnée par les organisateurs,

- des heures de rendez-vous différents pour les actifs et les non-actifs, dont le but avoué est de préserver la pureté du caractère "chômeur" de cette manifestation. Et c'est bien la réalité! Il s'agit

leurs autobus : "le temps presse, camarades, nous avons eu là une belle victoire, mais il y a de la route à faire".

Ils ont eu peur jusqu'au dernier moment qu'une étincelle de vie ouvrière éclaire les autres ouvriers : quelques ouvriers refusant les consignes syndicales, cherchant à discuter avec les autres, auraient mis en évidence la possibilité de se battre en dehors des syndicats. Et cette idée aurait eu des répercussions rapides au sein de la classe ouvrière.

Mais il n'y a pas eu de réaction. Ils ont tout fait pour qu'il n'y en ait pas, et ils ont réussi !

Après le 10 mai : la démoralisation

Les lendemains ont servi à ce que seuls la CGT et le PC paraissent comme "combattifs", à la pointe du combat". Quand les ouvriers ne se battent pas, quand ils ne discutent pas, et quand la CGT vient leur dire "La lutte, c'est la CGT, sois fort avec la CGT", les ouvriers ne peuvent se sentir forts. Au contraire, ils se sentent incapables de faire face, impuissants, isolés.

Et c'est ce que veut la bourgeoisie. Et c'est à tout ce travail que la CGT et le PC ont consacré tous leurs efforts pendant les mois qui précédaient la marche. Et c'est ce qu'ils font à Ducellier. Et c'est ce qu'ils feront dans toutes les usines, dans tous les secteurs tant qu'ils le pourront.

Que les ouvriers portent les yeux sur cette marche. Qu'ils en mesurent toutes les conséquences pour eux. Comprendre la stratégie de l'ennemi de classe - le plus dangereux des ennemis étant celui qui prétend "vous vouloir du bien" - c'est trouver les moyens et les armes pour y faire face.

La CGT et le PC appellent à des grèves "bidon", sur de faux problèmes ? Qu'à cela ne tienne ! Oui, les ouvriers doivent se battre, oui, ils doivent faire grève, sur leurs propres mots d'ordre, avec leurs propres moyens décidés dans les assemblées générales qu'ils doivent faire leurs !

La CGT et le PC font semblant de mobiliser pour démobiliser ? Qu'à cela ne tienne ! Mobilisons-nous ! Ils appellent aux manifestations en faisant tout pour que les ouvriers n'y aillent pas ? Qu'à cela ne tienne ! Que les ouvriers participent massivement à ces marches, ils les rendront incontrôlables par la CGT, ils s'y rencontreront, ils y discuteront pour comprendre leurs intérêts communs, ils pourront y agir ensemble et ils seront ainsi plus forts.

C.L.

à nouveau d'élever une séparation entre actifs et chômeurs, faire en sorte qu'ils ne puissent se rencontrer,

- la solidarité officiellement organisée avec... des délégations de "personnalités", des universitaires, des chanteurs, des associations chrétiennes, des délégations syndicales... En d'autres termes, une solidarité avec tout, même avec la bourgeoisie, mais surtout pas avec la classe ouvrière!

- un discours de clôture de Pagat, après lequel il faudrait se disperser.

Pourquoi le syndicat organise-t-il ce simulacre de mobilisation?

Il s'agit pour la bourgeoisie, à travers l'action du syndicat des chômeurs, comme à travers l'action de la CGT notamment dans la journée d'action du 10 mai sur Renault, d'ôter toute initiative à la classe ouvrière pour exprimer son mécontentement, pour s'unir contre les attaques. Le syndicat des chômeurs dont la fonction est de analyser et vider de son contenu ce mouvement des chômeurs vers leur organisation (RI n° 132), se donne le maximum de moyens pour que sa quinzaine d'action, la manifestation du 30 mai, constituent des moments de division et de démobilisation de la classe ouvrière.

NE CEDONS PAS A L'ATOMISATION! C'est justement ce qu'ils recherchent.

NE LES LAISSONS PAS FAIRE!

Transformons cette journée organisée par le syndicat pour la division, en une journée de lutte, en un moment d'un combat que nous devrions poursuivre et amplifier demain!

Ne cédon pas à la tentation de nous tenir à l'écart de cette manifestation parce qu'elle est organisée par les syndicats dont, à juste titre, nous nous méfions.

TRAVAILLEURS ACTIFS, TRAVAILLEURS AU CHOMAGE !

Vous devez aller à la marche le plus massivement possible, afin de vous retrouver, rassembler vos forces, exprimer vos intérêts communs de classe et votre solidarité car le chômage est le lot commun de toute la classe ouvrière.

(suite p.4)

LUTTE DE CLASSE INTERNATIONALE

COMMENT ETENDRE LA LUTTE FACE A L'ETAT BOURGEOIS

■ En mars, le gouvernement danois annonce une augmentation salariale de 2,5% (l'inflation est de 6%) et la réduction d'une heure du temps de travail hebdomadaire pour...1987 ! En réaction à cette gifle gouvernementale, les ouvriers se mettent en grève. Avec 500 000 grévistes, le pays est secoué par la lutte la plus ample de l'histoire de la classe ouvrière danoise ! Presque tous les secteurs entrent spontanément en lutte, du plus petit village à la capitale Copenhague. A certains endroits, les ouvriers tiennent des assemblées pour appeler à se joindre au mouvement d'autres ouvriers, d'autres usines, d'autres secteurs car, disent-ils, "nous ne pouvons pas lutter seuls. Solidarité !". Les chômeurs se joignent aux actifs et ils se retrouvent ensemble dans les piquets de grève et dans des manifestations massives. Lorsque le gouvernement déclare la grève "illégal", les travailleurs refusent de se soumettre aux "lois de la démocratie" (1).

Cependant, contre cette combativité et volonté d'étendre leur lutte afin d'être unis pour pouvoir faire front au gouvernement, les ouvriers vont rencontrer des forces qui vont contre cette unification et qui les piègent.

Outre le partage "habituel" de toutes les forces de la bourgeoisie pour saboter la lutte ("chute du gouvernement de droite", "les 35h", etc...), les syndicalistes de base vont très vite "coller" au désir des travailleurs d'étendre le combat pour le récupérer. Lorsque des grèves sauvages surtout éclatent dans des secteurs qui n'étaient pas encore en lutte, ils s'empressent de prendre le contrôle du mouvement. Ainsi :

- ils appellent eux-mêmes à des assemblées dans les ateliers, etc, en mettant en avant qu'on doit négocier uniquement dans "son" entreprise, "bien séparément", alors que l'attaque est généralisée à tous les travailleurs;
- ils rejettent la convocation d'une assemblée générale pour tout le Danemark réclamée par les ouvriers;
- ils prennent en main les piquets de grève qui sont un moyen d'appel à la solidarité dans tous les secteurs, ils les détournent sur la corporation en empêchant carrément les ouvriers des différentes industries à se coordonner entre eux;
- ils appellent à la "grève générale" alors que les ouvriers sont...déjà en grève depuis deux semaines, et ils les renvoient chez eux puisque ce sont eux qui "s'occupent" de la lutte !

Bref, ils travaillent à ISOLER les travailleurs les uns des autres et à les IMMOBILISER. Finalement, le mouvement retombe et le gouvernement fait passer son attaque.

Contre ce sabotage, la lutte au Danemark montre, encore une fois, que la magnificité combativité et le nombre important d'ouvriers en grève ne suffisent pas. Elle montre qu'il n'y a pas d'autres moyens de lutter et d'être forte que :

- de ne pas laisser l'initiative aux syndicats ou aux syndicalistes plus radicaux à la base;
- de prendre rapidement le combat en main et de l'organiser. C'est aux ouvriers eux-mêmes et non aux syndicats, d'étendre et d'organiser le combat.

Mai 68...

Rappelons-nous mai 68. Là aussi, il y a eu une grève qui s'est étendue spontanément dans tout le pays, dehors et malgré les syndicats. 10 millions d'ouvriers étaient en grève, et malgré toute leur combativité et l'étendue du mouvement, au bout du compte, ils iront à l'échec. Bien sûr, la période est différente de celle d'aujourd'hui (2) mais par rapport aux leçons que l'on doit tirer sur la nécessité de S'AUTO-ORGANISER, elles restent les mêmes.

Que firent les ouvriers en France en mai 68 ? Quand ils ne restèrent pas tout simplement enfermés chez eux, ils occupèrent les usines. Que voulaient-ils en occupant les usines ? D'abord, obtenir que la grève soit totale, agir massivement et donc éviter la dispersion. Or, les ouvriers, qui avaient très peu d'expérience sur comment étendre le combat, au lieu de le prendre eux-mêmes en main pour l'étendre et le renforcer, s'immobilisent -chez eux ou sur l'usine- et laissent aux syndicats le soin de "l'organiser". C'est eux qui feront le lien entre les différentes usines. Ceux-ci, bien que surpris au départ par l'ampleur du mouvement, profitent très vite de cette "paralyse" des travailleurs. Ils utilisent, par exemple, le repli sur l'entreprise pour EMPRISONNER les ouvriers dans l'usine. Et quand ils usent de leur fameux "pouvoir de coordination" entre les entreprises, c'est pour ISOLER ET DIVISER les luttes : c'est ainsi que systématiquement, ils annonçaient faussement dans une usine en grève que les autres ailleurs avaient repris le travail !

Ainsi, en prenant la lutte qui surgit dans leurs mains, les syndicats paralysent, cloisonnent et trompent les ouvriers. Comme toutes les luttes, de mai 68 en France jusqu'au Danemark aujourd'hui, l'ont montré, il n'y a pas d'autres moyens pour ne pas être isolés et défaits que D'UNIFIER ses forces. Et pour cela, il n'y a pas d'autres moyens pour les travailleurs QUE D'ETENDRE le plus largement possible le combat tout en L'ORGANISANT EUX-MEMES. Alors, comment l'étendre ? Comment s'auto-organiser ?

Pologne 80...

A ces questions, la grève de masse en Pologne 80, avant de subir l'isolement du prolétariat des autres pays, battue de l'intérieur par Solidarnosc (3), a apporté des réponses.

Dans les plus grandes concentrations industrielles, des grèves éclatent un peu partout; elles s'étendent géographiquement et non au sein des corporations puisque l'attaque du gouvernement touche tous les secteurs :

- les ouvriers s'organisent en assemblées générales souveraines, rédigent un cahier de revendications;
- ils élisent des comités de grève mandatés sur les revendications. Les délégués sont élus à main levée, après débat, et révocables. Ils sont remplacés si nécessaire par d'autres délégués, ceux qui expriment le mieux la volonté de l'assemblée;
- l'assemblée fait tout pour contrôler ses délégués,

rester en lien permanent avec ceux-ci. Par exemple, elle installe un système de sonorisation qui permet à des milliers d'ouvriers lors des négociations avec le gouvernement, d'intervenir du dehors pour exhorter ou renier les propositions du comité de grève;

- des comités inter-entreprises se forment par région. Des délégations font le va-et-vient entre les différentes entreprises pour élaborer ensemble le développement de la lutte et la coordonner;
- les grévistes envoient des délégations à travers tout le pays pour rechercher activement la solidarité;
- le comité de grève organise le ravitaillement. Il organise les transports afin que les travailleurs puissent se déplacer et se joindre entre eux;
- l'usine est un centre de décision et de rassemblement pour toute la population.

Bien d'autres mesures seront prises encore par les ouvriers pour organiser le combat (4). Et une chose qui ressort quand on voit la grève de masse en Pologne, c'est que si l'auto-organisation de la classe ouvrière pour étendre sa lutte a été possible, c'est -entre autre- parce qu'elle n'avait pas justement ce poids terrible que sont les syndicats pour saboter sa lutte. Et un des facteurs qui mettra fin au mouvement en Pologne, sera l'apparition en force des "syndicats libres".

Etendre et auto-organiser les luttes

Ces fameux syndicats, les ouvriers en Europe de l'ouest les connaissent. Ils commencent à les connaître tellement bien qu'au Danemark, comme dans d'autres pays, ils n'étaient plus suffisants pour contrer leurs luttes. Ils ont dû être encore plus "à gauche", plus "radicaux", "travailler à la base". Ce sont les syndicalistes de base surtout qui ont été les saboteurs de la grève au Danemark. Contre eux, contre leur mot d'ordre de "grève générale" qui enferme les ouvriers, la grève de masse en Pologne 80 montre, tout au contraire, la façon la plus simple, la plus efficace de s'unifier.

A présent, nous ne sommes plus en 1968 en France, ou en 1980 en Pologne. Les conditions géographiques et historiques dans lesquelles se sont déroulés ces combats n'étaient pas les mêmes et ne sont plus les mêmes. Ceci n'empêche en rien qu'ils sont une page de l'histoire de la classe ouvrière. Dans la vague de luttes actuelles qui déferle dans le monde -particulièrement en Europe occidentale - elle a des leçons à tirer jusqu'au bout de ses mouvements.

Parmi ces nombreuses leçons, figurent la possibilité et la nécessité indispensable pour les travailleurs (actifs ou au chômage) D'ETENDRE et d'AUTO-ORGANISER leur combat. Sans cela, il n'y a pas de possibilité d'opposer un front uni, fort aux attaques de la bourgeoisie.

M.B.

NOTES

- (1) Pour plus de détails sur cette lutte, voir RI n°132, Internationalisme n°98
- (2) Voir Revue Internationale n°14,18, 35, 37 et Révolution Internationale n°109 : "Mai 68 : la gauche contre la reprise des luttes ouvrières".
- (3) Nous encourageons vivement nos lecteurs à lire les articles que nous avons écrit sur cette gigantesque lutte et sur les raisons de sa défaite. Voir Revue Internationale n°23,24,26,27,34,35,37 et de nombreux numéros de Révolution Internationale d'août 80 à mars 81.
- (4) Créations de groupes de défense contre toute répression éventuelle, etc...

UNE MEME CLASSE, UN MEME COMBAT

SUEDE

■ A peine terminée, la grève massive du Danemark (où de nombreux ouvriers ont continué à se battre bien après la reprise du travail officielle), c'est dans un autre pays "riche" au "calme social" longtemps vanté, qu'éclate un nouveau conflit d'ampleur : déjà, l'année dernière a compté pas moins de 300 grèves en Suède. Cette fois, c'est 20 000 fonctionnaires qui se mettent en grève illimitée début mai (à ce jour, la grève continue) : le mouvement touche les postes, les transports, l'enseignement, les douanes... et est provoqué, de façon immédiate, par la baisse du niveau de vie des fonctionnaires, largement ponctionnés par l'Etat, qui, comme partout réduit drastiquement les "dépenses publiques". Tout est fait par la presse, les magouilles et la propagande bourgeoise là-bas comme ici, pour isoler les grévistes. Déjà, au départ, depuis deux ans, les salaires des fonctionnaires n'ont pas suivi ceux du "privé" et c'est pour réclamer le réalignement sur le privé que la grève démarre. Ensuite, le gouvernement répond par le lock-out de 80 000 fonctionnaires, attisant le mécontentement des grévistes involontaires. Pour finir, et accentuer encore les divisions, le lock-out est levé pour une partie d'entre eux pour assurer "un minimum de service public"; pour le moment, la grève ne semble pas s'étendre de façon active : pas de manifestations, pas de recherche active de la solidarité, les grévistes restent chez eux; ce fait est bien sûr accentué par le lock-out de la bourgeoisie. Pourtant, dans le même temps, des débrayages surviennent dans l'industrie automobile...

GRANDE-BRETAGNE

■ La fin de la grève des mineurs n'a pas marqué la fin des luttes ouvrières. En Grande-Bretagne même, malgré la campagne de la bourgeoisie sur le thème : "Les mineurs ont été défaits, vous voyez, la lutte ne sert à rien", des grèves continuent d'éclater dans de nombreux secteurs : dans l'enseignement, l'industrie automobile contre les sanctions, les baisses de salaires et les licenciements, dans les transports, les hôpitaux, les chantiers navals... Dans les postes de Londres, les ouvriers grévistes se sont heurtés aux syndicats qui appelaient à retourner au travail. C'est dans une situation sociale géné-

rale tendue, avec un taux de chômage toujours plus effrayant, que Thatcher doit annoncer aujourd'hui de nouvelles mesures de restrictions et de nouveaux licenciements.

HOLLANDE

■ Là aussi, la négociation des conventions collectives se fait dans une atmosphère de tension sociale accrue. Après les grèves dans les ports de Rotterdam et d'Amsterdam (21 mars), dans la sidérurgie (fin mars et début et avril) et dans la chimie (en mars), ce fut le tour de l'industrie alimentaire, où la grève partie d'une petite entreprise fin mars, s'est étendue avec une telle force que les syndicats ont dû interrompre les négociations engagées. Dans de nombreux secteurs, les syndicats ont fait traîner les négociations à cause d'une combativité qui se maintient. Dans le secteur public, bien que les conventions aient été signées en janvier, un mécontentement s'exprime toujours dans les chemins de fer, chez les communaux, les conducteurs de trams et de bus... Dans cette situation, les syndicats ont annoncé et engagé toute une série d'actions dans tous les secteurs pour les mois à venir...

AFRIQUE DU SUD

■ Pendant que se poursuivent les émeutes, les conflits entre classe ouvrière et bourgeoisie s'attisent : le 26 avril, une grève démarre dans la plus grande mine d'or du monde sur une question salariale. La direction licencie 92 "meneurs", ce qui déclenche immédiatement une grève de solidarité de 18 000 mineurs. La direction réagit en annonçant 13 000 licenciements pour "grève illégale". A la mine voisine, 2000 licenciements sont annoncés, pour les mêmes raisons.

COREE

■ Bien que les grèves soient illégales, la presse fait écho de nombreux mouvements : le 24 avril, les ouvriers de l'usine automobile en grève de Daewoo (la deuxième de la Corée du Sud) ont menacé d'incendier l'usine si la police intervenait : ils réclamaient une augmentation de salaire de 37%.

MARCHE DES CHOMEURS

(suite de la p.3)

Dès avant la marche, il faut saisir toutes les occasions, tous les points de rassemblement pour défendre votre point de vue, pour ne pas laisser les mains libres au syndicat, pour ne pas arriver démunis, atomisés à cette marche.

Contrairement à ce que veut le syndicat, il faut vous réunir au même endroit, à la même heure. Tous à la Bastille, le plus tôt possible dans l'après-midi.

Dans la manifestation, refusez le cloisonnement, les divisions.

Refusez les slogans, les revendications qui nous divisent, ouvriers au travail, ouvriers au chômage. Non au partage des revenus! La misère des chômeurs n'est pas due à l'égoïsme des "nantis" qui ont un travail. Toute la classe ouvrière subit les attaques du capitalisme en crise. La classe ouvrière ne se bat pas pour partager la misère, elle se bat pour que TOUS LES OUVRIERS, ACTIFS ET CHOMEURS, aient des conditions de vie décentes pour eux et leur famille.

Dans cette manifestation vous devez refuser d'être baladés, démobilisés derrière les syndicats. Ils veulent prendre la tête de la manifestation. Refusez-le, faites-en VOTRE manifestation.

Ils veulent que cette journée soit sans lendemain: refusez-le. Mettez à profit le rassemblement pour tenir un meeting dans lequel tous, ouvriers actifs et ouvriers au chômage, vous déciderez vous-mêmes comment poursuivre et élargir la lutte.

Ils veulent un simulacre de solidarité. Refusez-le. Opposez une réelle solidarité actifs-chômeurs, en allant massivement à la rencontre des ouvriers de la plus grande concentration ouvrière de France, Paris. Beaucoup d'entr'eux sont menacés par des vagues de licenciement. Les ouvriers travaillant aux usines Renault le sont particulièrement et de manière immédiate. Allons leur parler.

Préparez-vous à cette manifestation, discutez-en avant! Dans les ateliers, dans les ANPE...

Allez-y groupés.

Contre toutes les manoeuvres de division, Ouvriers actifs, ouvriers au chômage;

UNISSEZ VOS FORCES POUR LA LUTTE.

M.M.

BRESIL

LES LUTTES OUVRIERES CONTRE LA DEMOCRATIE

■ Depuis le mois de mars, le Brésil connaît le plus important mouvement de grèves ouvrières depuis 20 ans (près de 400 000 travailleurs y ont déjà pris part). Ayant pour centre la région de Sao Paulo, la plus grande concentration industrielle du continent latino-américain, cette nouvelle poussée de lutte des prolétaires brésiliens s'intègre pleinement dans l'actuelle reprise de la lutte de classe mondiale et en confirme les caractéristiques essentielles : simultanéité internationale, profondeur du mouvement donnée par l'absence de perspective de reprise économique, tendance à l'extension, heurts avec les structures d'encadrement syndical (rapidement mises en place au Brésil dans les dernières années et en voie de légalisation avec l'actuelle "transition démocratique").

Aujourd'hui, ce ne sont plus seulement les paysans miséreux du Nord-Est, ni les sans-travail marginalisés des grandes métropoles qui sont au centre des actuelles luttes contre le pouvoir au Brésil. Ce sont les ouvriers des très modernes usines de l'industrie automobile et de la métallurgie (General Motors, Volkswagen, Ford, Mercedes-Benz, Bosch, Bendix, Phillips, etc) ce sont les travailleurs des compagnies aériennes (Varig Cruzeiro, VASP), ceux des transports urbains, des transports ferroviaires, ceux des industries chimiques, les employés des secteurs de distribution de l'eau et de l'électricité, les surveillants de banques, les distributeurs de lait... c'est une fraction du prolétariat mondial qui vient confirmer le caractère international de l'actuelle réponse de la classe ouvrière à l'enfoncement du capital dans sa crise.

A des degrés divers, leurs revendications sont de même nature que celles des ouvriers du monde entier qui résistent à l'aggravation de l'exploitation : contre les réductions des salaires réels (avec une inflation autour de 150%), pour la réduction du temps de travail (avec 48h de travail par semaine en moyenne), contre les licenciements et pour la sécurité de l'emploi... les grèves, au départ engagées par rapport à la négociation des "conventions collectives" qui menaçaient de restrictions sévères, imposées par le FMI, ont largement débordé les prévisions syndicales.

LA FORCE QUE DONNE L'EXTENSION

Comme pour les prolétaires de tous les pays, l'extension de la lutte est leur force principale. La brutalité de la violence étatique contre les mouvements sociaux dans les pays du Tiers-Monde est chose connue. La répression récente des émeutes de la faim d'avril 83 à Sao Paulo (plusieurs morts, des centaines de blessés) sont là pour le rappeler. Cependant, devant l'extension du mouvement actuel des travailleurs, la bourgeoisie n'a pas osé se livrer à une répression ouverte, malgré les pressions de certains de ses secteurs. L'exemple de ce qui s'est passé à l'usine de General Motors (à 100 km de Sao Paulo) est significatif. Dans cette entreprise, fin avril, la direction de la General Motors avait décidé de licencier 93 ouvriers ; le lendemain de la décision, 3000 ouvriers grévistes ont enfermé dans l'usine 370 cadres de l'administration pour les contraindre à revenir sur cette décision. L'usine fut entourée par la police avec l'intention de l'investir. Les travailleurs répondirent en menaçant de faire sauter tous les dépôts de combustibles si l'attaque était donnée. La réponse du gouverneur de l'Etat (Montoro) fut de reculer en disant : "nous n'avons pas les conditions politiques pour trainer des cadavres". Ce manque de "conditions politiques", c'est l'extension de la lutte qui l'a créé. Tout comme c'est cette extension qui a contraint par exemple la direction du groupe Phillips dans la région industrielle de Sao Paulo d'accorder à 4100 travailleurs une réduction du temps de travail à 44 heures, une augmentation de 5% des salaires en termes réels (c'est à dire au dessus de l'inflation) et des rajustements trimestriels des salaires sur la base de 100% de l'indice des prix à la consommation.

DEMOCRATIE BOURGEOISE ET SYNDICATS CONTRE LES LUTTES OUVRIERES

Mais, au Brésil, comme partout, la bourgeoisie s'est appliquée à développer, dans les dernières années, ses armes les plus efficaces pour affaiblir de "l'intérieur" la force de la classe révolutionnaire : les syndicats et les forces politiques "de gauche".

C'est ainsi que depuis 1978, face à la montée des luttes sociales qui se développaient à cette époque (en particulier parmi les métallurgistes de Sao Paulo et les travailleurs ruraux) se sont mis en place des syndicats "tolérés" ayant une crédibilité parmi les travailleurs.

Le fameux leader syndical "Lula", à plusieurs reprises emprisonné puis libéré, que les médias internationales aiment traiter, à juste titre, de "Walesa brésilien" -avec son syndicat CUT (centrale unique des travailleurs) et le PT (parti des travailleurs) en sont les éléments les plus connus.

Aujourd'hui, au moment où éclatent leurs luttes, les ouvriers brésiliens trouvent devant eux une bourgeoisie qui a préparé le terrain de l'affrontement en mettant en place toute une mascarade politique avec sa "transition vers la démocratie" et vers

la "nouvelle république". Deux grandes centrales syndicales, "CONCLAT" et "CUT", se partagent le travail, la seconde disposant de tout un éventail de tendances "radicales", trotskysantes.

Ces forces bourgeoises de la "nouvelle république" ont déjà montré clairement que leur fonction au sein du mouvement ouvrier est la même que celle des syndicats dans tous les pays : le sabotage de la dynamique des luttes prolétariennes, la défense de l'intérêt du capital national.

C'est ainsi que lors de la mort de l'avorton de président "démocratique" Trancedo Neves, ils ont engagé toutes leurs forces pour appeler les travailleurs à arrêter leurs grèves en signe de deuil ("une semaine de paix et de réflexion" disait le bulletin syndical), c'est à dire à briser l'élan et la dynamique d'extension du combat, à identifier leurs intérêts avec ceux du plus haut représentant de la classe dominante. C'est ainsi qu'ils se sont attachés depuis le début des grèves à négocier secteur par secteur, otant les bases de l'unité et de la force du mouvement. C'est ainsi qu'ils se présentent comme les défenseurs inconditionnels de la nouvelle "démocratie", le parti communiste se distinguant lui par son extrémisme dans l'appui total au gouvernement du nouveau président Sarney, mettant en garde les ouvriers contre un retour de la "dictature" s'ils continuent à se battre de façon "irraisonnable", faisant écho à la propagande de gauche en occident insinuant le danger de l'"ir-

responsabilité" des ouvriers qui mettent en péril la "jeune démocratie"...

LA MEFIANCE DES OUVRIERS ET LA PUISSANCE DE LEUR COMBATIVITE

Le prolétariat brésilien n'est pas un des plus expérimentés du monde et les illusions démocratiques ont encore une emprise certaine sur lui, tout comme elles l'eurent sur le prolétariat polonais en 1980-81.

Cependant, dans le long processus qui devra le conduire avec ses frères de classe du monde entier à détruire définitivement tout l'appareil capitaliste et ses mascarades "démocratiques" et syndicales, les luttes actuelles ont d'ores et déjà marqué des pas significatifs.

De larges secteurs des travailleurs en grève ont ainsi refusé d'arrêter leur lutte et de respecter la "trêve" du deuil. A l'usine de Volkswagen (toujours dans la banlieue de Sao Paulo), des dirigeants syndicaux venus demander la trêve ont même été sifflés et conspués par l'assemblée des grévistes.

Aussi significatif est le fait qu'à la manifestation appelée par les syndicats et les partis de gauche à l'occasion du premier mai, en pleine période de mobilisation ouvrière, il y a eu très peu d'ouvriers qui y ont participé.

Au Brésil, comme en Angleterre, au Danemark ou en Afrique du Sud, la réponse ouvrière à l'effondrement du capitalisme se développe, s'affirme, se cherche, se fraie un chemin, apprenant à reconnaître ses ennemis, perdant ses illusions et clarifiant ses objectifs. Le processus sera encore long et coupé de défaites partielles, mais l'accélération qu'il connaît actuellement en dit long sur la force du mouvement de fond qui l'anime.

R.V.

JAN APPEL N'EST PLUS

■ Le 4 mai 1985 mourait, à l'âge de 95 ans Jan APPEL (connu sous le pseudonyme de HEMPEL) à Maastricht en Hollande. Ce camarade était le dernier représentant important d'une génération de révolutionnaires qui ont marqué de leur empreinte le cours du 20ème siècle.

Né en 1890 à Mecklenburg en Allemagne, Jan APPEL a commencé très jeune à travailler sur les chantiers navals de Hamburg. Dès 1908, il est un membre actif du SPD. Dans les années tourmentées de la guerre, il participe aux discussions sur les questions nouvelles qui se posent à la classe ouvrière : l'attitude face à la guerre impérialiste et face à la révolution russe. Ce qui le conduit, vers 1918, à commencer à coopérer avec les radicaux de gauche de Hamburg qui ont pris une claire position contre la guerre, pour la révolution. 1918 est aussi l'année de la grande grève de Hamburg -le signe avant-coureur de la révolution de novembre-, au sein de laquelle Jan APPEL est aux avant-postes et est élu par les ouvriers comme président des "révolutionnaires Obleute" ("hommes de confiance révolutionnaires"). En opposition aux syndicats, il devient un propagandiste fervent des "Unions" (1). Jan APPEL défend la nécessité du parti révolutionnaire et prend une position responsable dans la ligue Spartacus regroupée autour de Rosa Luxemburg et dans le parti communiste (KPD) qui se fonde fin décembre 1918 en pleins combats révolutionnaires. Au congrès de Heidelberg du KPD en octobre 1919, Jan APPEL prend position, en tant que délégué de Hamburg, pour l'opposition de gauche qui rejette l'utilisation du parlementarisme, du syndicalisme et la notion de parti de masse dans la période de décadence du capitalisme. Cette opposition (futur KAPD), pourtant majoritaire dans le parti se voit exclue à Heidelberg.

En mars 1920, il participe à nouveau activement aux importants combats ouvriers de la Ruhr. En avril, la majorité de gauche exclue du KPD fonde officiellement le KAPD. Le congrès de fondation désigne Jan APPEL et Franz JUNG comme délégués au 2ème congrès mondial de l'Internationale Communiste. Ils mènent aussi des discussions importantes avec Lénine et Zinoviev sur les thèses du KAPD qui rejettent le parti de masse et les tactiques parlementaires et syndicales dans la période ouverte depuis la première guerre mondiale.

Au 3ème congrès de l'Internationale Communiste en 1921, les délégués Jan APPEL, MEYER, SCHWAB et REICHENBACH mènent les négociations ultimes au nom du KAPD contre l'opportunisme grandissant au sein de l'IC. Ils essaient vainement, avec les délégués de Bulgarie, du Luxembourg, du Mexique, d'Espagne, de Grande-Bretagne, de Belgique et des USA, de former une fraction de gauche. Le KAPD sera exclu de l'IC.

Entre-temps, Jan APPEL est devenu rédacteur de l'organe des AAU, "Der Klassenkampf" à Düsseldorf. Cependant, il est arrêté fin 1923 à cause du détournement du bateau avec lequel la délégation du KAPD s'était rendue au 2ème congrès de l'IC en 1920. En prison, il prépare une étude sur le mouvement ouvrier et en particulier sur la période de transition vers le communisme, à la lumière des leçons des événements de Russie. Il est libéré fin 1925 et émigre en Hollande, où il a impulsé les "Groupes de communistes internationaux" (GIK), composé d'ex-membres du KAPD de Gorter, Pannekoek et Canne-Meijer et qui publieront ensemble 4 ans plus tard, en 1930, son travail sur "les fondements de la production et de la distribution communistes".

Dans les années difficiles de la contre-révolution jusqu'à la seconde guerre mondiale, APPEL va donner, en particulier avec Pannekoek et Canne-Meijer des contributions importantes contre les positions des PC dégénérés.

Le GIK était aussi en contact avec d'autres petites organisations révolutionnaires dans différents pays (la LCI en Belgique, le groupe de "Bilan", le groupe autour de Mattick aux USA, des éléments au Danemark et en Allemagne).

Après la deuxième guerre mondiale, Jan APPEL et d'autres membres du GIC rejoignent le "Spartacusbond", unique organisation internationaliste en Hollande pendant la guerre. Après de nombreuses discussions sur le rôle de l'organisation politique contre les positions conseillistes qui se renforcent au sein du groupe, APPEL, las de se battre, quitte la vie politique organisée.

Il reste néanmoins en contact avec ses vieux camarades, tant aux Pays-Bas qu'ailleurs, entre autres avec "Internationalisme" (prédécesseur du CCI) dans les années 50. C'est pourquoi Jan APPEL est de nouveau présent lorsqu'à la fin des années 60 est fondée "Révolution Internationale", future section en France du CCI, puis une dernière fois, lors du premier congrès international du CCI en janvier 1976, passant ainsi le flambeau et les enseignements d'une génération révolutionnaire à celle d'aujourd'hui.

Jusqu'à la fin, Jan APPEL était convaincu que "seule la lutte de classe est importante". Nous poursuivons son combat.

CCI.

(1) Voir Internationalisme, organe en Belgique du CCI, n°83.

ATTAQUES ANTI-OUVRIERES

(suite de la p.2)

Toute la bourgeoisie multiplie les manoeuvres pour éviter de faire de Renault un détonateur du mécontentement général (voir nos autres articles dans ce journal) en isolant les ouvriers usine par usine, secteur par secteur, catégorie par catégorie, français, immigrés, tandis qu'elle poursuit activement la préparation d'une attaque bien plus générale : à la SNCF, c'est de 25 à 40 000 suppressions d'emplois qui sont prévus d'ici 1988. Avec l'annonce de près de 16 milliards de perte dans la sidérurgie, elle met en avant la nécessité de 10 000 nouveaux licenciements -après les 16 200 effectués depuis 82 dans le secteur. Idem pour le textile, la chimie, les chantiers navals, Michelin, les autres secteurs de l'automobile.

La reprise prochaine des négociations sur la flexibilité de l'emploi ouvre la porte à ceci : simplifier et faciliter la procédure de licenciements dans toutes les entreprises. Le projet de systématiser les "contrats de formation" prévu pour juillet va permettre de fabriquer des pré-licenciés payés à 70% de leur salaire. Le projet d'étendre les TUC (pour commencer) à 150 000 chômeurs adultes signifie une plongée plus brutale des chômeurs dans la misère la plus noire : il s'agira pour eux de survivre avec 1200F nets se substituant à la prise en charge souvent supérieure des bureaux d'aide sociale ou des Caisses d'Allocations Familiales.

VOILA CE QU'A REALISE CE GOUVERNEMENT CONTRE LA CLASSE OUVRIERE, VOILA QUEL SORT IL LUI RESERVE, VOILA QUELLES SONT SES SEULES PERSPECTIVES ! IL N'Y A PLUS D'ILLUSIONS A SE FAIRE !

Y.D.

L'ALTERNATIVE EST REVOLUTION OU GUERRE PAS GUERRE OU PAIX

■ La perspective de la troisième guerre mondiale hante la société. Chaque jour, les cadavres s'amoncellent dans la guerre entre l'Irak et l'Iran dans des proportions comparables aux massacres de la deuxième guerre mondiale. Les armements les plus monstrueux s'accumulent à un rythme vertigineux, et la spectaculaire "guerre des étoiles" n'est plus un film, mais une future réalité que le capitalisme mondial prépare activement. Toute la production économique mondiale est déterminée par l'économie de guerre et la part des budgets militaires dans les dépenses des Etats s'accroît à un rythme incessant et vertigineux (1).

Cette situation rappelle de façon aiguë les mauvais souvenirs d'avant la seconde guerre mondiale, et l'inquiétude par rapport au danger de la guerre monte inexorablement, se traduisant, dans notre société en crise, par une peur de l'avenir tout à fait justifiée.

En effet, par deux fois déjà le glas de la guerre mondiale a sonné en ce siècle, la deuxième ayant largement dépassé en ampleur, en massacres, en horreur la première, celle que l'on avait cru être la "der des ders", c'est à dire la dernière.

Ce sont les convulsions du capitalisme en crise qui poussent inexorablement la société à la guerre. De par leur logique interne, les lois du capital, de la concurrence exacerbée, de la conquête de nouveaux marchés, poussent une nouvelle fois la société à la destruction, au massacre, à la guerre généralisée.

Face à cette situation, et à cette perspective, que faut-il faire? Comment empêcher la guerre?

LES LECONS DU MOUVEMENT OUVRIER

Le mouvement ouvrier a déjà du répondre à cette question, et si l'histoire ne se répète pas, elle nous apporte des enseignements dont on ne saurait se passer.

FACE A LA GUERRE DE 1914

La question de la guerre a été un des centres des débats, des préoccupations, des prises de position et une ligne de démarcation dans le mouvement ouvrier avant et pendant la première guerre mondiale. Il fallait premièrement comprendre la nature de la guerre qui se préparait avant 1914 et deuxièmement, trouver la ligne d'action, l'attitude du prolétariat face à celle-ci.

Nous ne nous attarderons pas dans cet article sur le premier aspect. Si, avant 1914, le mouvement ouvrier pouvait encore être partagé sur la signification de la nouvelle phase impérialiste dans laquelle entraient la société capitaliste ayant atteint l'apogée de son expansion avec la création du marché mondial, sur la nature de la guerre qui se profilait à l'horizon, la réalité de la guerre de 14, 70 ans de barbarie depuis et deux holocaustes mondiaux ont nettement tranché la question. La guerre mondiale était l'expression de la fin du caractère progressiste du capitalisme, qui devenait définitivement réactionnaire et mettait à l'ordre du jour l'alternative historique "guerre ou révolution".

Cependant, le manque de compréhension de la nature réelle de la guerre à venir ainsi que la dégénérescence opportuniste de la deuxième Internationale qui semblait dans les illusions d'un capitalisme "pacifique" et d'un passage "graduel" au socialisme, allaient être payées très cher par le prolétariat.

Avec le conflit du Maroc en 1906 la guerre s'approche de l'Europe et sensibilise les populations à la question. Un fort sentiment anti-guerre existe dans les masses.

Dès 1907, le congrès de Stuttgart de la deuxième Internationale prend position contre la participation à la guerre :

"Si une guerre menace d'éclater, c'est un devoir de la classe ouvrière dans tous les pays concernés, c'est un devoir pour ses représentants dans les parlements, de faire tous leurs efforts pour empêcher la guerre (...) Au cas où une guerre éclaterait néanmoins, ils ont le devoir de s'entremettre pour la faire cesser promptement et d'utiliser de toutes leurs forces la crise économique et politique créée par la guerre pour agiter les couches populaires les plus profondes et précipiter la chute de la domination capitaliste." (Extraits de la résolution du congrès de Stuttgart, 1907).

Ainsi, la deuxième Internationale opposait à la guerre la lutte de classe et le renversement du capitalisme. Cependant, de fortes illusions sur la paix existent dans la Social-Démocratie allemande et la deuxième Internationale, ainsi que sur la capacité du prolétariat à empêcher la guerre par de simples manifestations. Ce que la seconde Internationale voulait FORMELLEMENT comme la résolution de Stuttgart et bien d'autres déclarations à la veille de la guerre elle-même, divergeait complètement du cours REEL de l'opportunisme qui l'avait rongé et a amené les parlementaires socialistes en Allemagne à voter les crédits de guerre le 4 août 1914 au nom de l'intérêt national commun, de la défense de la patrie. 15 jours après avoir adopté un Manifeste qui élevait une "vibrante protestation contre les fauteurs de guerre" l'Internationale abandonnait ainsi la lutte de classe, l'internationalisme prolétarien et mourait définitivement comme Internationale du prolétariat.

Ainsi, dès la première guerre mondiale, on voit que l'idéologie pacifiste, l'idée d'une paix dans le capitalisme n'a fait que désarmer les prolétaires face à la guerre.

ZIMMERWALD

Face à cette faillite de l'Internationale, et la débâcle des partis socialistes, à l'embrigadement des ouvriers derrière leur Etat national, dans une boucherie impérialiste contre leurs frères de classe, une poignée de révolutionnaires réagit, un an après, pour s'opposer à la guerre. A la Conférence de Zimmerwald, en septembre 1915, puis à celle de Kienthal en avril 1916, se réunissent les délégations des socialistes qui restent fidèles aux principes d'opposition à la guerre, et de lutte de classe contre la guerre. Ce point de ralliement est crucial, il est le cri même de l'être révolutionnaire du prolétariat se faisant entendre contre le déchaînement guerrier l'orgie nationaliste du capitalisme en convulsion.

A Zimmerwald, Lénine défend non seulement le mot d'ordre de lutte contre la guerre, celui qui a été mis en avant pendant toutes les années qui ont précédé, mais il va plus loin, présente des perspectives bien plus précises : LA TRANSFORMATION DE LA GUERRE IMPERIALISTE EN GUERRE CIVILE, et il critique ardemment les hésitations et les faiblesses centristes de la Conférence sur ce niveau, sur le fait que la réponse à la guerre impérialiste, c'est la révolution et non la simple "fin de la guerre", que la guerre mondiale a mis le socialisme à l'ordre du jour et non le retour à un état antérieur de capitalisme "relativement" pacifique au sein duquel le prolétariat arriverait à obtenir d'importantes réformes en sa faveur. La paix est impossible. La guerre est un produit inhérent du capitalisme. Pour lutter contre la guerre, il faut lutter pour le renversement du capitalisme lui-même.

Ce sont les événements eux-mêmes qui viendront confirmer la position de Lénine : la révolution qui éclate en Russie en 1917, soulevant un immense espoir dans les masses prolétariennes du monde entier, oblige la bourgeoisie A CESSER LA GUERRE pour s'unir contre le danger mortel du communisme. La révolution en Russie est la concrétisation de l'alternative historique posée par les marxistes révolutionnaires du début du siècle : GUERRE OU REVOLUTION.

VERS LA DEUXIEME GUERRE MONDIALE

L'échec du mouvement révolutionnaire en Allemagne (1919-23) marquera l'échec de la révolution mondiale. Il emportera avec lui la nouvelle Internationale créée en 1919 dans une nouvelle dégénérescence opportuniste. Après l'horreur de la première guerre mondiale, la défaite du prolétariat, le capitalisme survit. Les années 20 sont marquées par de nouvelles illusions capitalistes sur la fin de la crise et des guerres; la création de la Société des Nations suscite de nouveaux espoirs pacifistes. Le prolétariat est vaincu physiquement dans de nombreux pays. En Russie, l'isolement de la révolution a sonné l'heure de la contre-révolution stalinienne.

Dès 1929, la crise historique du système capitaliste qui avait amené à la première guerre mondiale resurgit sous la forme de l'effondrement boursier de Wall Street. Et c'est dans un nouveau cours à la guerre impérialiste généralisée que s'engage le capitalisme. Du prolétariat profondément affaibli par la défaite de la vague révolutionnaire, subsistent de petits groupes, éparpillés et dispersés qui rencontrent de grandes difficultés à tirer les leçons des deux décennies précédentes. Ce sont de minuscules groupes comme "Bilan" dans les années 30, puis l'Internationalisme dans les années 40, issus de la 3ème Internationale, et quelques autres, qui tireront les leçons du passé et maintiendront le drapeau de l'internationalisme prolétarien contre les campagnes anti-fascistes préparant une nouvelle fois la guerre mondiale. Reprenant l'analyse et le mot d'ordre de Lénine de "transformation de la guerre impérialiste en guerre civile", avec leurs faibles forces, ces groupes s'attendaient à des surgissements révolutionnaires face à la seconde guerre mondiale. Mais malgré le mécontentement et des mouvements sociaux, notamment en Italie, à la fin de la guerre, la révolution n'a pas eu lieu.

DE 1945 A 1968

La deuxième boucherie impérialiste infligée à un prolétariat déjà affaibli par la répression sanglante de la première vague révolutionnaire a au contraire ouvert la voie à la plus profonde contre-révolution que le prolétariat ait jamais connue, à la disparition quasi-totale de ses organisations politiques, à l'oubli de ses traditions et de ses positions, à un énorme trou dans sa mémoire collective. Après la seconde guerre mondiale, le prolétariat a mis des décennies à se relever. L'ennemi historique du capitalisme semblait anéanti, "embourgeoisé" -selon les théoriciens de l'époque- dans les pays centraux du monde occidental, tandis qu'à l'Orient, il était muselé sous la chape de plomb du stalinisme sous couvert de "marxisme" et de "communisme".

Pendant ces années, la barbarie capitaliste s'est poursuivie et la guerre, en réalité, n'a jamais cessé depuis la fin de la deuxième guerre mondiale. Les conflits se sont succédés sans cesse en Indochine, le Viet-Nam est en guerre depuis 40 ans. L'Afrique des années 60 et 70 a été labourée par les conflits impérialistes entre les deux grandes puissances USA et URSS par pays interposés, sous le couvert de soi-disant "lutttes de libération nationales". Avec l'entrée dans la crise ouverte revenue frapper à la porte de la société, dès la fin des années 60, se pose à nouveau à l'ordre du jour de façon brûlante l'alternative GUERRE OU REVOLUTION.

AUJOURD'HUI, GUERRE OU REVOLUTION !

Cette alternative s'est, dès le début de la crise ouverte, concrétisée dans le ressurgissement du prolétariat sur la scène historique. La reprise de la lutte de classe à l'échelle internationale dès la fin des années 60 est venue entraver le nouveau cours guerrier qui s'ouvrirait inéluctablement. Si la troisième guerre mondiale n'a pas encore eu lieu, c'est que le prolétariat aujourd'hui n'est pas défait, n'est pas embrigadé derrière la perspective guerrière. Il n'a pas laissé les mains libres au capitalisme mondial pour déchaîner un nouvel holocauste.

Cependant, l'histoire s'accélère. La société s'enfonce dans une crise aiguë qui, dans la logique capitaliste, mène à la 3ème guerre mondiale. L'entrée dans les années 80 a été marquée par l'invasion de l'Afghanistan par le bloc russe. Depuis, l'offensive du bloc américain, notamment au Moyen-Orient, n'a eu de cesse, avec son cortège de massacres chaque jour plus épouvantables, acculant le bloc russe dans ses retranchements. La bourgeoisie mondiale est plus armée que jamais, disposant d'un arsenal militaire inouï à tous les niveaux, préparant un nouvel holocauste.

Au début du siècle, le mouvement ouvrier croyait que la lutte de classe suffisait pour s'opposer à la guerre, lutte de classe pour la paix, contre la guerre. Lénine, la révolution russe et toute l'histoire de notre siècle nous ont appris que cela ne suffisait pas, qu'il fallait y opposer la lutte révolutionnaire pour la révolution communiste.

Aujourd'hui, la bourgeoisie embouche toujours les mêmes trompettes : "dissuasion", "désarmement", "pacifisme", accompagnant ses multiples conférences de préparation guerrière, de sirènes sur la "guerre défensive" comme avant la première guerre mondiale, la défense de la "démocratie" contre le bloc "totalitaire", comme avant la seconde guerre mondiale. Elle passe du discours "pacifique" (la colombe de la paix de Carter) à des discours guerriers (l'agressivité de Reagan), pour revenir à des campagnes de paix, se partageant le travail entre gauche et droite, occupant le terrain pour que le prolétariat ne sorte pas de l'alternative "guerre ou paix". Elle cherche à présenter la guerre comme une inéluctabilité face à laquelle il n'y a rien à faire, derrière laquelle il faut se soumettre et se ranger. Du point de vue de la bourgeoisie, en effet, la guerre est une fatalité car elle est inhérente à son système décadent. Ceux qui font croire à un capitalisme sans guerre ne font qu'enfermer le prolétariat dans une fausse problématique. Mais du point de vue du prolétariat, qui est l'ennemi mortel du système capitaliste, la guerre n'est pas une fatalité. Le prolétariat est porteur d'une autre société, la seule qui puisse empêcher l'anéantissement de toute l'humanité dans une troisième guerre mondiale.

Les conditions aujourd'hui sont bien plus favorables que par le passé pour que le prolétariat réalise l'alternative révolutionnaire. Depuis 15 ans, il a, de par ses luttes, freiné le cours guerrier en ouvrant la perspective de la lutte de classe. Si la bourgeoisie prépare la guerre, le COURS, lui, n'est pas à la guerre. La bourgeoisie ne pourra pas déclencher un conflit généralisé sans s'affronter au prolétariat qui a montré qu'il n'était pas prêt à se laisser embrigader derrière ses bannières, qui n'est battu ni physiquement comme avant la deuxième guerre mondiale, ni idéologiquement comme avant la première. Toutes les mystifications capitalistes ont fait leurs preuves depuis près d'un siècle.

Mais la lutte de classe, de résistance ne suffit pas. Le prolétariat doit ouvrir une autre perspective. Il faut, comme les révolutionnaires dans la première guerre mondiale, prendre conscience que c'est la lutte révolutionnaire qui barrera définitivement le chemin de l'anéantissement.

La présence de la menace de la troisième guerre mondiale qui pèse sur l'humanité est cruciale pour la prise de conscience du prolétariat. Elle est une des pierres de touche de sa conscience révolutionnaire. Il ne doit pas, comme voudrait la bourgeoisie, fermer les yeux devant les horreurs de la crise et de la guerre, se laisser impressionner, paralyser par cette soi-disant fatalité, mais y répondre à la hauteur du véritable enjeu : par la révolution prolétarienne mondiale.

Les ouvriers ne sont pas encore conscients de leur force, et la bourgeoisie fait tout pour qu'ils ne le soient pas. Les médias nous étalent les moyens techniques prodigieux du capital pour la guerre, les massacres dans les moindres détails, mais elle cache toutes les luttes prolétariennes ou en envoie un écho déformé, affaibli, mensonger. Dans tous les pays d'Europe, le prolétariat a lutté et lutte depuis 15 ans. Depuis un an et demi, une vague de lutte traverse les pays centraux d'Europe occidentale.

C'est dans ces luttes que le prolétariat forge sa force, sa puissance. C'est par ces luttes qu'il a déjà empêché les plans guerriers de la bourgeoisie d'arriver à leur ultime conséquence. La bourgeoisie insiste sur l'inefficacité immédiate des luttes prolétariennes, cède de moins en moins : mais la crise du capitalisme a créé les conditions de la prise de conscience révolutionnaire du prolétariat. Face à cette crise historique qui contient la perspective d'un nouvel holocauste mondial, le prolétariat doit reprendre le flambeau du passé : "LUTTE REVOLUTIONNAIRE, RENVERSEMENT DU CAPITALISME" : il n'existe AUCUNE autre voie.

C.N.

(1) Lire la REVUE INTERNATIONALE n°41 : "Dollar, le roi est nu".

LO ET LA LCR : POUR L'EXTENSION EN PAROLES, CONTRE ELLE DANS L'ACTION

■ Dès que le PC est sorti du gouvernement pour tenter de contrer le mouvement ouvrier, LO et LCR se sont empressés de saluer ce départ, comme un fait positif. Dès que la CGT s'est mise à réorganiser une série de journées d'action pour encadrer la colère ouvrière, LO et la LCR ont salué, à travers ces journées d'action, le réveil de la lutte de classe.

Mieux encore, LO et la LCR présentent faussement la désertion progressive du PC et de la CGT par les ouvriers comme un affaiblissement important de la classe ouvrière.

Il n'y a rien d'étonnant à cela. Ces organisations gauchistes partagent la même vision du capitalisme d'Etat, et de l'encadrement de la lutte de la classe ouvrière que ces fractions de la bourgeoisie. Et, c'est dans la pratique, sur le terrain des luttes, qu'ils le démontrent.

LES GAUCHISTES CONTRE L'EXTENSION DES LUTTES

Les gauchistes sont dangereux car plus que le reste des forces de la gauche, ils cachent leur fonction bourgeoise réelle. Regardez les panneaux de propagande à la fête de LO et la LCR, par exemple ! Ecoutez leur prise de parole ! En apparence, les gauchistes sont fortement critiques vis à vis du PS, du PC, des syndicats. En apparence, ils sont pour un élargissement des luttes ouvrières, en leur donnant des mots d'ordre "radicaux". Mais, c'est avec cette fausse radicalité qu'ils comptent acheter la confiance des ouvriers. Il ne faut pas s'arrêter à leurs accents de tribuns, il faut comprendre le fond de ce qu'ils pensent. LO, par exemple, explique que rien ne serait plus catastrophique pour les ouvriers qu'ils abandonnent le PC, si critiquable soit-il, parce que en dehors de lui, il n'y a pas d'autre vrai parti ouvrier de masse. LO, la LCR, les autres gauchistes, critiquent vertement la CGT, mais alors que les ouvriers commencent à accuser les centrales syndicales pour le concours qu'elles ont apporté à la politique de licenciements du gouvernement de gauche, ils disent à la classe ouvrière qu'un syndicat est par nature ouvrier, et qu'il ne faut pas que les ouvriers le désertent. Pour le gouvernement, pour le PC, pour les syndicats, les gauchistes sont des

rabatteurs : leur rôle est exactement de ramener dans ces cadres capitalistes les ouvriers qui s'en dégagent. Extrêmement actifs au sein des syndicats, ils épousent les mêmes intérêts que ceux-ci : empêcher l'extension des luttes, le dépassement des barrières corporatistes, professionnelles catégorielles, tout ce qui fonde en un mot l'existence des syndicats et qui constitue des entraves pour le développement de la lutte ouvrière.

Le 10 mai, sous des airs de solidarité à consonance internationaliste : "Du Mexique à Billancourt, face à la multinationale Renault, solidarité de tous les travailleurs du groupe", L.O. jouait aussi bien son rôle dans la "journée d'action Renault" que ses grands frères stalinien PC-CGT. Leur travail était le même : enfermer, cloisonner les ouvriers dans la corporation, pour empêcher que ne se pose la question de la même lutte à mener pour toute la classe ouvrière. L'extension des luttes devra se faire aussi contre les gauchistes, car pour eux, la lutte ouvrière ne saurait être que syndicale.

LES GAUCHISTES CONTRE L'AUTO-ORGANISATION DE LA LUTTE PAR LES OUVRIERS

Pour donner une idée parlante de la façon dont les gauchistes conçoivent leur soi-disant appui, nous rapportons l'expérience que nous avons connue récemment au sein des comités de chômeurs. Les chômeurs ont pour ainsi dire une obligation quotidienne de lutter. Concentrant dans leur situation l'ensemble des mobiles de lutte de la classe ouvrière, les chômeurs, parce que leur exclusion de tout cadre corporatiste ou professionnel les rend difficilement syndicalisables, sont enclins à constituer d'eux-mêmes des comités de lutte. Un tel comité appelé "La Galère" existait à Pau, par exemple, où nous sommes intervenus (voir les articles de nos deux derniers journaux). Ce comité, à l'origine, était une vraie assemblée ouvrière où toute intervention, interne, ou externe, à propos de la lutte était accueillie librement. C'était un lieu ouvert à tous les ouvriers, chômeurs ou actifs. Petit à petit, on a vu les agissements de quelques uns, fabriquer contre toute décision collective un bureau directeur à ce comité. Ce bureau, par une magouille pro-

gressive, a exclu des réunions tous les éléments non chômeurs et l'intervention politique des groupes révolutionnaires. Il a restreint le rôle du comité à celui d'élaborer des revendications distinctes de chômeurs par rapport aux autres ouvriers, et ramener la militance des membres du comité à celle d'exécuter purement et simplement les décisions de ce bureau auto-proclamé. Grâce à ces manoeuvres, il a réussi à tuer toute possibilité de discussion véritable sur la lutte, c'est à dire, une discussion politique. Il est parvenu à rabattre le comité dans le filet du syndicat de Pagat, dont on sait qu'il est clairement une tentative soutenue par l'Etat aux fins de récupérer et de contrôler le mouvement des chômeurs.

Eh bien, ces éléments qui sont à l'initiative de la création de ce bureau sont, nous le savons, des membres de la LCR. Ils ont caché leur appartenance politique, mais on peut facilement les reconnaître maintenant au type de revendications syndicales (les 35h, par exemple) qu'ils mettent en avant. La magouille, la dissimulation d'intention, la confiscation de leurs assemblées générales aux ouvriers sont des manifestations de l'hostilité bourgeoise, dans tout cas, mais les gauchistes en particulier, leur donnent visage avec un spécial talent. Nous rapportons cela pour rappeler que parmi les questions politiques qui se posent à la lutte ouvrière, celle de savoir reconnaître les vrais et les faux amis du prolétariat est cruciale. L'identité des ennemis de la classe ouvrière, le danger qu'ils font et feront courir aux assemblées ouvrières dans lesquelles ils s'infiltreront, les ouvriers ne les repéreront pas d'abord à l'exposé d'une plate-forme politique, d'autant plus que ces ennemis là, la cacheront. Mais c'est à leur attitude, au sens de leur intervention dans ces assemblées, qu'on pourra les démasquer. Pour se faire, les ouvriers, en veillant à garder contre toute pression le contrôle des assemblées, doivent constamment confronter les besoins et la dynamique spontanées de la lutte, aux propositions des intervenants. Toute orientation tendant à refermer les assemblées ouvrières sur elles-mêmes, à exclure des débats la discussion politique devra être reconnue comme la marque du sabotage de l'ennemi.

S.M.

TERRORISME/ANTI-TERRORISME

COMMUNIQUE

■ Face à la série d'attentats des "CCC", entraînant le 1er mai dernier la mort de deux travailleurs, face aux récents attentats perpétrés à Bruxelles par un nouveau groupe terroriste, le "FRAP", tout aussi étranger au milieu révolutionnaire, face à la campagne anti-terroriste déclenchée sur une grande échelle par la presse bourgeoise, le Courant Communiste International réaffirme avec force que le terrorisme, dans le moins pire des cas, manifestation impuissante de la contestation de couches moyennes sans devenir social, a toujours été une pratique étrangère à la classe ouvrière et a été clairement rejeté par le mouvement révolutionnaire se réclamant du marxisme, comme étant une pratique propre à la petite bourgeoisie.

Le CCI dénonce catégoriquement l'utilisation qui est faite aujourd'hui du terrorisme par l'Etat bourgeois. D'autant plus qu'il devient de plus en plus évident que ces groupes terroristes, indépendamment de leur composition de départ, sont devenus aujourd'hui les agents manipulés des services policiers de l'Etat.

La campagne de presse actuelle qui vise à amplifier les effets de l'opération "Mammouth" d'octobre 84 participe à la psychose de peur, cherchant à insécuriser le citoyen pour qu'il se réfugie dans le giron de l'Etat et qu'il participe à la défense de la démocratie contre tous ceux qui remettent en cause la politique d'austérité, de paupérisation et de préparation à la guerre de l'Etat bourgeois.

Le large développement des luttes ouvrières en Europe, leur tendance à s'étendre et la remise en cause de l'encadrement syndical qu'elles manifestent, ne sont pas étrangers aux efforts de la bourgeoisie pour assimiler les éléments d'avant-garde ouvrière qui s'opposent aux syndicats, et en particulier, les minorités révolutionnaires -expression et facteur actifs de la maturation de la conscience de classe du prolétariat- à des terroristes assassins, préparant ainsi la justification de la répression policière pour empêcher l'intervention des révolutionnaires au sein des combats de leur classe.

Aussi, le CCI appelle tous les travailleurs à ne pas se laisser manipuler par l'Etat démocratique capitaliste, mais à renforcer leurs luttes, seule voie et seule perspective face à ce système en faillite, qui n'a d'autre alternative à offrir que la terreur, la misère et, si nous le laissons faire, la guerre.

C.C.I. 4/5/85

REUNIONS PUBLIQUES

sur le thème :

Contre toute manoeuvre de division, la classe ouvrière doit unifier ses forces

AIJ EN PROVENCE :

Permanence le 12 juin de 18h à 19h, au café "La Madeleine", place des Prêcheurs.

BORDEAUX :

Réunion publique le 6 juillet, à 17h au café Victor Hugo, 52 cours Victor Hugo.

Diffusion le 6 juillet, de 10h à 11h30, au marché St Michel, place Meynard.

CLERMONT FERRAND :

Réunion publique le 28 juin, 20h30, ancien lycée Blaise Pascal.

GRENOBLE :

Réunion publique le 7 juin, 6, rue Hector Berlioz à 21h.

LILLE :

Réunion publique le 15 juin à 15h30, 23 rue Gosselet

LYON :

Réunion publique le 5 juillet à 21h, à MAJO, impasse Métrol, Villeurbanne, métro République.

Permanence le 9 juillet, à 18h, même adresse. Diffusion au marché aux Puces de Vaulx en Velin le 16 juin à partir de 11h30.

MARSEILLE :

Réunion publique le 14 juin à 21h, au 205, rue Ste Cécile, 13005.

Permanence le 26 juin de 18h à 19h à "l'Artistic Bar", 4 cours Joseph Thierry, 13001.

NANTES :

Réunion publique le 15 juin à 17h, au centre social des Bourderies, Nantes-Chantenay.

PARIS :

Réunion publique le 15 juin à 17, au 27, avenue de Choisy, 75013, métro Porte de Choisy.

Permanences tous les samedis sauf celui de la réunion publique, de 16h à 18h, au même endroit.

LE CCI SERA PRESENT A LA FETE DE LO ET DE LA LCR NOUS Y TIENDRONS UN STAND ET ANIMERONS DES FORUMS

ROUEN :

Permanence le 22 juin à 16h30 à la Halle aux Toiles.

TOULOUSE :

Réunion publique le 28 juin à 21h, cité universitaire de l'Arsenal, bâtiment C.

Permanences tous les vendredis à 18h30 au bar "Le Colbert", avenue St Exupéry (sauf le vendredi de la réunion publique)

Diffusion les 2ème et 4ème dimanches du mois, de 11h à 12h30, au marché aux légumes, place Jeanne d'Arc, et le 2ème dimanche du mois au marché aux Puces (place St Sernin).

TOURS

Réunion publique le 8 juin, à 17h, rue Niepce (arrêt "Lavoisier") JOUE-LES-TOURS.

SOUSCRIPTIONS :

G. (Paris).....400f
D.M. (Suisse).....40f

PUBLICATIONS DU CCI

(Ecrire les adresses comme suit, sans mention du nom de la publication)

ACCION PROLETARIA

Apartado de Correos 258, VALENCIA, ESPAGNE

INTERNATIONALISME

BP 13, BRUXELLES 31, 1060, BRUXELLES, BELGIQUE.

INTERNATIONALISM

PO Box 20193 London Terrace Station
NEW YORK - N.Y. 10011 . USA.

INTERNACIONALISMO

Apartado 20674. CARACAS 1020-A, VENEZUELA

INTERNATIONELL REVOLUTION

IR, Box 21106, 10031, STOCKHOLM, SUEDE

REVOLUTION INTERNATIONALE

RI, BP 581, 75027 PARIS cedex 01, FRANCE

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE

CP 469, 80100 NAPOLI, ITALIE.

WERELD REVOLUTIE

WR, Postbus 11549, 1001 GM AMSTERDAM, HOLLANDE

WORLD REVOLUTION

BM Box 869, LONDON WC1 N 3XX, GRANDE-BRETAGNE.

WELT REVOLUTION

Postfach 410308 5000 KOLN, 41 R.F.A.

BROCHURES

- Les syndicats contre la classe ouvrière (10f + 3f pour frais d'envoi)
- Nation ou classe (10f + 3f pour frais d'envoi)
- Plate-forme de REVOLUTION INTERNATIONALE (10f + 3f pour frais d'envoi)
- Organisations communistes et conscience de classe (10f + 3f pour frais d'envoi)
- La décadence du capitalisme (10f + 6f pour envoi).
- Le trotskysme, recueil d'articles (10f + 3f). épuisé.
- Sur la Pologne, recueil d'articles (10f + 3f pour envoi)
- L'Etat dans la période de transition (20f + 6f)
- Plate-forme et manifeste du CCI (10f + 3f pour envoi).
- La Gauche Communiste d'Italie (30f + 12f pour envoi).

ABONNEMENTS

ABONNEMENTS COUPLES (journal+revue internationale)
FRANCE: 150f. ETRANGER: 150f ETRANGER : 150f.
par avion

ABONNEMENTS SIMPLES (journal)
FRANCE: 90f ETRANGER: 90f ETRANGER: 110f.
par avion

ABONNEMENTS SIMPLES (revue internationale)
FRANCE: 65f ETRANGER: 65f. ETRANGER : 80f.
par avion

Abonnements et versements, par chèque bancaire ou postal, à l'ordre de RI, CCP 202 3302 X PARIS.

DISTRIBUE PAR LES NMPP

Imprimerie G.Tautin, 4 passage Dieu, Paris 20ème
Directeur de publication : D.Van Celst
Numéro de commission paritaire : 54267.

LA MEFIANCE VIS - A - VIS DE LA POLITIQUE UN OBSTACLE POUR LE DEVELOPPEMENT DES LUTTES

■ Quelques faits :

En janvier 1985, les ouvriers des chantiers navals de La-Seyne sont en lutte contre 492 licenciements. Aux ouvriers en grève rassemblés devant les chantiers, nous distribuons un tract ; nous prenons la parole pour les convaincre d'étendre la lutte aux autres ouvriers de la région et d'organiser eux-mêmes cette extension, seule façon de s'unir et donc d'être forts.

Ils écoutent attentivement. Mais bien sûr, ce langage ne plaît pas à la CGT et lorsque plusieurs syndicalistes agressifs viennent physiquement nous empêcher de continuer à parler, la masse des ouvriers derrière ne bouge pas. Ils ne nous sont pas hostiles, trouvent plutôt bien ce que nous disons et d'ailleurs nous continuerons après l'incident à discuter au milieu d'eux, avec eux. Mais personne n'a bougé pour dire : "Laissez les parler ! Le débat sur l'orientation de la lutte est nécessaire !". Cela apparaissait à leurs yeux comme une querelle d'organisations, quelque chose d'extérieur à eux et qui ne les concernait pas directement : ce sont les querelles politiques !

Dans le comité de chômeurs, à Toulouse (1), nous avons pu entendre, parfois, même si cela n'était pas unanime : "La politique, rien à foutre !". Et quand bien même notre accord était total avec les chômeurs pour la lutte pour le SMIC, contre les expulsions, contre les coupures de gaz et d'électricité, lorsqu'appuyant la proposition d'un ouvrier de replacer cette lutte, dans un tract, dans le contexte de sa vraie perspective : la lutte contre l'Etat qui nous attaque, on a pu entendre ceux qui poussaient à rejoindre les Pagat dire : "faisons concret !", c'est à dire : "tout cela, c'est du baratin politique !". Et cela trouvait un certain écho parce que s'appuyant sur cette méfiance : "la politique va nous diviser !".

À Pau, quand les trotskystes, copiant leur modèle stalinien, nous ont interdit de pénétrer dans l'assemblée générale, nous interdisant d'intervenir, un débat polémique s'est déroulé dans la rue. Certains chômeurs paraissaient étonnés de cette interdiction. Mais personne n'a réagi pour dire : "Laissez-les entrer, laissez-les parler !".

Tous ces faits, et on pourrait en ajouter bien d'autres, illustrent un phénomène qui marque fortement la classe ouvrière aujourd'hui : une méfiance par rapport à la politique et donc aussi vis à vis des organisations politiques.

La politique est vue en tant que : division-magouille-mensonge-récupération.

IL EST VRAI QU'IL Y A DES RAISONS A CETTE MEFIANCE

Les ouvriers ont sous leurs yeux la politique des partis de droite comme de gauche et d'extrême-gauche. Ils voient leurs mensonges, leurs magouilles et manoeuvres diverses dans le seul but de préserver les intérêts de leur classe, la bourgeoisie, et de perpétuer l'exploitation des ouvriers. De plus, en France, la leçon est claire. Elle doit servir à tous les ouvriers d'Europe et du monde entier : les partis de gauche, PS, PC (et les gauchistes qui les soutenaient), en qui les ouvriers avaient mis leur confiance pendant des années (et combien il se confirme qu'ils avaient tort !), après trois ans passés ensemble au gouvernement, ont montré leur vraie nature : défenseur acharné du capitalisme et de son Etat contre les ouvriers ! Et cela d'ailleurs après une succession, dans les années 70 d'unions et de ruptures de la fameuse Union de la gauche à nouveau rompue aujourd'hui !

Ils voient aussi la même attitude chez les syndicats qui se prétendent défenseurs des ouvriers et en fait, suivent les fluctuations de leurs partis de tutelle, et aussi les fluctuations de la lutte, et s'unissent ou se divisent selon les besoins... de l'Etat, apparaissant aux yeux des ouvriers comme des organisations faisant passer leurs divergences politiques avant l'intérêt des grévistes, et en fait, assumant leur rôle de diviseur des ouvriers.

Alors, comment ne pas être écoeuré de la politique !

Tout ce beau monde, qui fait partie de l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, utilise sa propre pourriture pour écoeurer le prolétariat de TOUTE politique et dire (et, pour cela, ils n'ont aucun mal) : "Regardez, la politique, c'est ça !".

Oui ! LEUR politique est sale, elle est même immonde ! Oui ! Les ouvriers ont raison de rejeter cette politique là !

Mais pour autant, ils ne peuvent se passer de parler politique, de faire de la politique, car ils ne peuvent éviter de lutter. Se poser la question de comment lutter, pour quels objectifs, exiger une compréhension la plus claire possible de la réalité, de ses enjeux, de qui sont nos vrais amis, qui sont nos faux amis et donc nos ennemis... Cela, c'est faire de la politique !

La crise économique s'approfondit, l'enjeu des luttes par rapport à l'avenir de la classe ouvrière et même de toute l'humanité, devient de plus en plus important. Les combats actuels mènent les ouvriers vers des affrontements de plus en plus durs et décisifs avec l'Etat, et cela dans le monde entier. Pour cela, la classe ouvrière doit manifester sa combativité et détermination, mais doit aussi développer une conscience la plus profonde possible des enjeux (historiques aujourd'hui) et des moyens à prendre. Cela ne peut que passer par un débat ouvert et permanent dans la classe ouvrière. Ce débat est politique parce que la lutte est politique, puisqu'elle s'affronte à la politique de l'Etat bourgeois. Aussi, ce sont deux politiques contradictoires qui s'affrontent : celle de la bourgeoisie, qui divise les ouvriers pour préserver ses intérêts de classe exploiteuse, et celle de la classe ouvrière qui, elle, est au service de l'unité la plus large des ouvriers et du renforcement de leur lutte contre la bourgeoisie et son exploitation, contre son Etat.

Rejeter cette politique... là mènerait les luttes ouvrières, de façon sûre, à la défaite. Ainsi, cette méfiance de la politique, au-delà de l'aspect sain qu'elle comporte -rejet des magouilles sordides de la bourgeoisie- contient aussi un aspect négatif, dangereux et lourd de conséquences à terme s'il n'était pas dépassé.

LES OUVRIERS NE PEUVENT SE PASSER DE FAIRE DE LA POLITIQUE

Refuser de parler politique, c'est s'empêcher de voir toute la dimension et tous les éléments du combat, c'est se laisser embarquer vers des impasses.

Dans une assemblée ouvrière, ne pas imposer que l'on puisse débattre librement de COMMENT ORGANISER LA LUTTE, COMMENT ETRE FORTS, QUELLES REVENDICATIONS METTRE EN AVANT, COMMENT POUVOIR IMPOSER UN VRAI RAPPORT DE FORCES ET DECIDER MAJORITAIREMENT des décisions à prendre, c'est laisser les syndicats continuer à isoler et enfermer les luttes, et les laisser, de ce fait, continuer à organiser la division des ouvriers. Ainsi, dans les comités de chômeurs, lorsque les syndicalistes disent : "Pourquoi ne pas lutter avec les Pagat puisqu'ils ont les mêmes revendications", comment comprendre, sans débat politique, sans faire référence aux luttes passées de la classe ouvrière, pour en tirer les leçons, comment comprendre donc que, selon les formes de luttes utilisées, les ouvriers tendent à se renforcer ou au contraire à développer l'impuissance. En effet, l'auto-organisation des luttes, avec des comités élus et révocables, permet aux ouvriers, en prenant EUX-MEMES leur lutte en charge, de se confronter aux vraies questions qu'elle pose et donc, cherchant à les résoudre, sont amenés à assumer plus consciemment et plus concrètement la nécessaire solidarité avec les autres ouvriers, à développer leur conscience des enjeux et des moyens à prendre.

C'est cela qui renforce la lutte et c'est pour cela que nous nous battons pour la souveraineté des assemblées de chômeurs, par exemple, et contre la délégation de pou-

voir, d'organisation et de décision aux syndicats. S'en remettre au cadre syndical, c'est accepter cela, c'est accepter l'impuissance. A Pau, les assemblées générales du comité de chômeurs sont devenues des séances d'enregistrement des décisions des leaders, et le comité lui-même se transforme en actions de patronage ! Toutes aussi inefficaces d'ailleurs sont les actions dures de commandos organisées par les syndicats, quand la colère ouvrière gronde trop : on casse tout, ça défoule, mais ça ne mène à rien !.

Quand les syndicalistes rejettent le débat politique sous prétexte de "faire concret", ils visent à empêcher et interdire :

- que l'on puisse parler de la crise mortelle du capitalisme qui engendre misère et barbarie, et ainsi empêcher que ne se développe chez les ouvriers une détermination consciente;

- que l'on puisse comprendre que celui qui gère la crise, c'est l'Etat;

- que l'on puisse comprendre que c'est l'ensemble de la classe ouvrière qui est attaquée, et que tous les ouvriers doivent s'unir pour la lutte, actifs et chômeurs, en une même lutte contre l'Etat.

De ce fait, leur but est de tenter de maintenir les ouvriers dans le cadre d'une lutte aveugle, d'une entraide charitable, c'est à dire dans l'impuissance, sans perspectives, et dans le cadre du capitalisme. Cela, oui ! C'est de la récupération ! C'est récupérer la combativité des ouvriers pour la mener vers des impasses ! La politique d'une organisation révolutionnaire est de combattre pour l'unification et l'auto-organisation des ouvriers, et contre cette récupération bourgeoise. C'est ce que nous faisons.

Lorsque les trotskystes, à Pau, nous interdisent le débat politique dans l'assemblée des chômeurs, c'est pour mieux faire passer leur politique bourgeoise, de soutien soi-disant critique aux partis de gauche, et ainsi, pouvoir garder un contrôle sur les chômeurs.

En effet, leur annonçant que nous allions faire une réunion publique sur le chômage et la lutte des chômeurs, nous nous sommes entendus dire : "Sur vos affiches, mettez Révolution Internationale en petit, 'chômage' en gros et ne critiquez pas trop la gauche !". "Pau est une mairie de gauche qui donne une salle aux chômeurs; alors..." Cette politique là n'a rien d'ouvrier, au contraire, elle les soumet à la bourgeoisie en demandant aux ouvriers de composer avec.

La politique ouvrière doit rejeter cela !

Ouvriers, sachez le !

La crise historique du capitalisme va vous obliger, que vous le vouliez ou non, à lutter contre les attaques dont vous êtes l'objet et qui ne feront que s'amplifier, jusqu'à la destruction de l'Etat, sur le plan international. C'est cela qui est contenu dans la lutte pour la défense de nos conditions de vie, contre le capitalisme qui ne peut qu'accélérer la barbarie, pour révolutionner la société dans le sens des besoins humains. Cette lutte est éminemment politique ! Elle exige et exigera un niveau de conscience très élevé ! L'issue de la lutte en dépend ! Les ouvriers d'ailleurs, lentement, commencent à percevoir cette exigence : nous n'en sommes plus à l'attitude des années 70 où les révolutionnaires ne pouvaient dénoncer la gauche sans se faire taxer de faire le jeu de la droite ! La classe ouvrière fait aujourd'hui la critique du gouvernement de gauche et comprend plus facilement que "gauche" et "droite" = mêmes intérêts = même combat ! Dans ce mouvement, la classe ouvrière a besoin de ses organisations politiques, celles qu'elle a fait surgir. En effet, elle ne peut se couper des expériences qu'elle a faites dans ses luttes passées, des leçons générales qu'elle en a tirées, de la réflexion et des perspectives d'action qui se cristallisent dans les organisations révolutionnaires.

Pour finir : une organisation ou un parti n'est pas révolutionnaire parce qu'ils s'auto-proclament comme tels. C'est la pratique qui tranche. Ouvriers, votre attitude doit être : "Ce qu'ils nous disent, sert-il ou non notre lutte ? Les perspectives qu'ils nous donnent, tendent-elles à nous renforcer, à nous unir ou à nous diviser ?". Mais encore une fois, seul le débat politique ouvert peut permettre de répondre à ses questions. Vous devez l'imposer !

A.B.

(1) Voir article dans RI n°132, mai 85)

REVOLUTION INTERNATIONALE

est la publication en France du Courant Communiste International

nos positions :

Le C.C.I. se réclame des apports successifs de la Ligue des Communistes, des Ière, IIème et IIIème Internationales, des fractions de gauche qui se sont dégagées de cette dernière, en particulier des Gauches allemande, hollandaise et italienne.

Leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière, les positions principales de ce courant sont les suivantes :

- Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent qui n'a rien d'autre à offrir à la classe ouvrière et à l'humanité dans son ensemble que des cycles de crises, guerres et reconstructions. Son déclin historique irréversible pose à l'humanité une seule alternative : socialisme ou barbarie.

La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste contre le capitalisme.

- La lutte révolutionnaire du prolétariat conduit la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. En détruisant l'Etat capitaliste, elle devra constituer la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale.

- La forme que prendra cette dictature est le pouvoir international des Conseils Ouvriers.

- Le socialisme, mode de reproduction sociale instauré par les Conseils Ouvriers ne signifie pas l'"autogestion ouvrière", ni les "nationalisations". Le socialisme exige l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes tels que le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales et exige la construction d'une communauté humaine mondiale.

- Les soi-disant pays socialistes (Russie, bloc de l'Est, Chine, Cuba, etc.) sont une expression particulière de la tendance universelle au capitalisme d'Etat, lui-même expression du déclin du capitalisme. Il n'y a pas de "pays socialistes" dans le monde ; ces pays ne sont que des bastions capitalistes

que le prolétariat mondial devra détruire, tout comme n'importe quel autre Etat capitaliste.

- A notre époque, les syndicats sont partout des organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat.

- Tous les soi-disant "partis ouvriers" -partis "communistes" et "socialistes", ainsi que leurs appendices gauchistes-sont la gauche de l'appareil politique du capitalisme.

- Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections ne sont rien d'autre qu'une source de mystification capitaliste: toute participation au cirque parlementaire a pour seul effet de renforcer cette mystification aux yeux des prolétaires.

- Aujourd'hui, toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Toutes les tactiques qui appellent aux "fronts populaires" "fronts anti-fascistes" ou "fronts unis" entre le prolétariat et une fraction de la bourgeoisie ne servent qu'à détourner la lutte du prolétariat et à la désarmer face à son ennemi de classe.

- Les "luttes de libération nation-

le" sont des moments de la lutte à mort entre les puissances impérialistes petites ou grandes pour acquérir un contrôle sur le marché mondial. Le slogan de "soutien aux peuples en lutte" n'est, en fait, qu'un appel à défendre une puissance impérialiste contre une autre, sous un verbiage nationaliste ou "socialiste".

- Le rôle de l'organisation des révolutionnaires n'est pas d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir au nom des travailleurs", mais de participer activement à la généralisation des luttes prolétaires et de la conscience révolutionnaire au sein du prolétariat.

- NOTRE ACTIVITE

L'indispensable élaboration théorique qu'exige la reprise de la lutte prolétarienne après 50 ans de creux quasi-ininterrompu.

L'intervention organisée, au niveau international, au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.